

# Le Temps

# Le Temps. 1870-11-11.

- 1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

# CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

- 2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.
- 3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.
- 4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.
- 5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.
- 6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.
- 7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ABONNEMENTS (DEPARTEMENTS)

Trois mois : 17 fr. - Six mois : 34 fr. - Un an : 68 fr.

in numéro (départements) 20 centimes.

ANNOXCES : MM. FAUCHEY-LAFFITE-BULLIER et c., 8, place de la Bourse, et m. DUPORT-7, rue Con-Méron.

(Droit d'insertion réservé à la rédaction.)

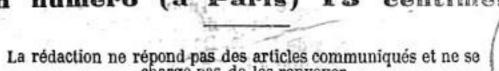
LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

ABONNEMENTS (PARIS)

Trois mois : 14 fr. - Six mois : 28 fr. - Un an : 55 m. LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS.

Un numéro (à Paris) 15 centimes/

La rédaction ne répond pas des articles communiqués et ne se charge pas de les renvoyer.



#### BULLETIN FINANCIER

DU JEUDI 10 NOVEMBRE.

Deux heures. — Sans plus d'affaires que hier, le marché est mieux tenu. La Rente monte de 53 20 à 54 40 à terme, elle cote 53 50 au comptant; c'est environ 50 centimes de hausse sur les cours de la veille.

Il est presque inutile de dire que la hausse est due à l'opinion que les négociations d'armistice ne sont pas complétement abandonnées; mais il faut ajouter que cette opinion ne repose que sur des bruits et des renseignements qu'on accueille sans chercher à les contrôler.

L'Emprunt monte moins que la Rente. Le 4 1/2 cote 76 et 77 25.

L'Emprunt de la Ville, 1869, continue à monter, il varie de 268 à 272. Le Foncier est en hausse à 920.

Les obligations de l'Est se cotent en hausse à 280 et 282; les Lyon 3 0/0 sont à 297 50. L'Emprunt péruvien se cote 71; l'Emprunt ottoman, 1869, est à 250.

#### BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours précédt.	Dernier cours.	Hausse	Baisse.
3 0/0	53 05	53 60	. 60	
Emprunt	53 90	54 50	. 60	
Banque	2265			
Foncier	910	925	15	
Comptoir d'Esc	565	565		
Société générale.	457 50	460	2 50	
Foncier d'Autr	800			
Lyon	840	845	5	
Nord	883 75	982 50	•	1 25
Orléans	800			
Espagne 3 0/0	25 1/2	/.	/.	
Italien 5 0/0	53 75	54 75	1	
Etats-Unis 6 0/0	193 ./.	103 ./.	/.	/.
Turc	42	41		1
Autrichiens	695	702 50	7 50	
Lombards	367 50			
V. de Paris, 1855.	373 75	873 75	!	
- 1865.	43)	425	5	
- 1869.	268 75	275	6 25	
Foncières 4 0/0 1863	· 440	440		
Oblig., Nord	303 75	305	1 25	
- Orléans	295	293 75		1 25
<ul> <li>Lyon-Méd.</li> </ul>	290			
- Midi	287 50	288 75	1 25	
- Ouest	293 75	295	1 25	
- Est	276 25	282 50	6 25	
<ul> <li>Charentes.</li> </ul>	287 50	290	2 50	
- Lombards,	218	218 75	. 75	
- Saragosse.	172 50	155	17 50	
- N. d'Esp	197 50	195		2 50
Omnibus	547 50			
<ul><li>obligat</li></ul>	430			
Gaz	735	745	10	
- obligations .	450	450		

PARIS, 10 NOVEMBRE

# BULLETIN DU JOUR

Le Journal officiel contient une courte note en réponse aux pressantes questions que le public et les journaux avaient adressées au gouvernement relativement semble gagner du terrain, et l'on sait à la situation et aux dispositions de la province. Le gouvernement déclare que, depuis le 26 octobre, il n'a reçu aucune dépêche de Tours. Ce manque de nouvelles provient-il de la négligence de la délégation de Tours, ce qui'l semble impossible d'admettre, ou de la privation subite

antérieurement, ce qui ne paraît pas moins inadmisssible? Nous ne savons, et le gouvernement avoue ne pas pouvoir luimême expliquer ce fait doulous fix. Il serait pourtant de la plus haute importance de savoir ce qui s'est passé à Tours et dans les départements depuis puissances. Se sont-elles courbées devant la volonté omnipotențe de la Prusse? Se sont-elles décidées, au contraire, à insister avec plus d'énergie sur leur proposition première? Ou bien enfin l'ontelles présentée sous une forme modifiée à l'acceptation du roi Guillaume? Il court à ce sujet toutes sortes de bruits, dont nous mentionnons plus loin quelquesuns, mais dont aucun ne nous semble avoir jusqu'à présent une consistance sérieuse.

La note du Journal officiel donne aussi quelques courtes indications sur le compte que M. Thiers a rendu au gouvernement de l'état de la province à son retour à Paris. M. Thiers a traversé Mâcon, Moulins et Poitiers. Il a rencontré « partout » de nombreux corps d'armées. Celui de la Loire, qui se monte à près de cent mille hommes, lui a paru animé d'un excellent esprit. Celui des Vosges, ainsi que le corps de mobiles de l'Ouest, atteignent un effectif de soixante mille hommes. A ces renseignements, qui ajoutent peu de chose à ce que nous savions déjà, la note joint une brève indication sur l'apaisement qui se serait fait à Lyon et à Marseille. Enfin, le gouvernement est « convaincu » que les départements feront leur devoir; mais cette conviction nous semble un peu en contradiction avec la note publiée après l'arrivée à Paris de M. Thiers, et de laquelle il résultait que la province avait une tendance très prononcée à « localiser la défense, » ce qui, dans la situation actuelle, est contraire à son devoir.

Plusieurs journaux publient, d'après des journaux étrangers, d'autres nouvelles des départements et de l'extérieur. On les trouvera plus loin.

Un extrait du journal la Tribune, de New-York, du 14 octobre, met fin aux soupçons que le voyage du général Bourbaki à Londres avait jetés sur les dispositions de ce chef et sur celles du maréchal Bazaine. La Vérité publie, d'après le New-York Tribune, qui lui-même l'avait emprunté à la Situation, nouveau journal fondé à Londres sous les auspices de MM. Rouher et Jérôme David, une sorte de memorandum de Napoléon III au roi de Prusse. Il n'y a aucune raison de douter de l'authenticité de ce manifeste, où le détestable auteur de nos maux s'applique de nouveau à rejeter la responsabilité de la guerre sur la nation à laquelle il l'a im-

L'idée de la convocation d'une Assemblée nationale, même sans armistice, que nous y sommes tout acquis. Mais l'exécution nous en semble bien difficile, soit que l'Assemblée doive siéger à Paris, soit qu'elle se réunisse en province. Une autre idée, peut-être plus immédiatement pratique, et qui n'est d'ailleurs nullement inconciliable avec

des moyens de communications employés | ia première, est mise en avant par nore ami M. Louis Blanc, dans une éloquente lettre adressée « aux défenseurs de Paris » : c'est celle d'un arbitrage des Puissances. M. Louis Blanc suppose «la formation spontanée d'un tribunal arbitral ou l'influence de deux puis-» sances monarchiques serait contreba-'arrivée du dernier courrier, et depuis la lancée par celle de deux gouvernements la rupture des pourparlers relatifs à prépublicains : les Etats-Unis et la l'armistice. M. Thiers doit avoir rendu "» Suisse. » Nous aurons probablement compte aux représentants des puissan- occasion de revenir sur cette concepces neutres de l'échec des négociations | tion, qui peut être salntaire. La Suisse, engagées sous la responsabilité de ces | toutefois, mettrait sans doute en avan sa neutralité obligatoire pour se récuser, et quand aux Etats-Unis, ils pourraient, s'ils le voulaient, trouver un prétexte d'abstention dans la doctrine de Monroë. Leur adhésion serait certainement précieuse, mais elle ne nous paraît pas indispensable, Nous sommes convaincus, comme nous le disions hier, que l'ancienne hosfilité systématique du principe monarchique contre le principe républicain est aujour-

d'hui bien affaiblie. La mesure prise par le gouvernement pour l'administration provisoire du vingtième arrondissement, dont les magistrats récemment élus sont arretės ou poursuivis, peut n'être pas exempte d'inconvénients; mais, les poursuites une fois ordonnées, elle était inévitable. Dans un état de choses qui veut être régulier, le suffrage universel lui-même ne doit pas arrêter le cours de la justice.

#### RENSEIGNEMENTS OFFICIELS

Rapport militaire.

9 novembre, 7 h., soir. Nos forts ont continué, sur toute notre ligne de défense, à canonner les travaux et les positions de l'ennemi. Le tir reprend la nuit, par intervalles, de façon à causer des alertes fréquentes aux postes prussiens et à les tenir constamment en ha-

leine. Le sergent Hoff, du 107e d'infanterie, s'est de nouveau distingué par un acte de la plus grande vigueur: accompagné d'un garde mobile, il s'est approché à vingt pas d'une sentinelle prussienne, l'a tuée, et a tué également un soldat ennemi accouru au secours de son camarade. Le sergent Hoff a déjà tué environ trente Prussiens, et a reçu la croix de la Légion d'honneur, en raison de ses nombreux actes de cou-

> Le gouverneur de Paris, P. O. Le général chef d'état-major général, SCHMITZ.

Pour copie conforme : Le ministre de l'intérieur par intérim, JULES FAVRE.

Le Journal officiel publie la note sui-

Plusieurs journaux reprochent au gou-vernement de suivre les errements de ses devanciers, et de cacher au public les nou-velles qu'il reçoit, parce qu'il les croit mauvaises. La réponse du gouvernement est malheureusement trop facile : comme Paris tout entier, il subit les conséquences cruelles d'un investissement que, malgré des efforts multipliés, il n'a pu rompre en-core. Il fait partir régulièrement des dépê-ches. Pendant les premières semaines du siége, il a reçu quelques réponses, qu'il a de suite publiées, sauf les parties touchant aux mouvements des troupes. Depuis celle du 24 octobre, reçue le 26, aucune ne lui est parvenue, malgré ses instances reitérées, et sans qu'il puisse expliquer ce fait douloureux. Il est vrai que M. Thiers est venu à Paris le 30 octobre ; il avait quitté Tours le 28; il n'a pu apporter que des in-formations verbales. Rentré en France par Chambery, il a traversé rapidement Màcon, Moulins et Poitiers. Il a rencontré

partout de nombreux corps d'armée Celui de la Loire lui a paru animé d'un excellent esprit; son effectif est de cent anile hommes environ. Celui des Vosges, commandé par le général Cambriels, est de soixante mille hommes. Les gardes mobiles de l'Ouest atteignent le même chiffre.

Le genvernement voudrait nouvein dont

Le gouvernement voudrait pouvoir donner des renseignements plus circonstanciés; mais, en bonne justice, on ne peut cies; mais, en bonne justice, on ne peut lui imputer son ignorance à crime, puisqu'elle est la conséquence forcée du siége. C'est là une situation pénible et périlleuse. On comprend qu'elle jette dans les esprits une vive inquietude et qu'elle les dispose à accueillir tous les bruits qui pénètrent dans la population. La plupart viennent des avant-postes ennemis et ne peuvent qu'être suspects. C'est ertainement de cette source qu'émanent les récits relatifs cette source qu'émanent les récits relatifs aux prétendus désordres de Lyon et de Marseille. Les dernières dépêches de la délégation de Tours dissient au contraire que le calme régnait dans ces deux grandes

Le gouvernement demeure convaincu que les départements feront leur devoir celui de la population de Paris est de ne point ajouter foi légèrement à d'invraisemblables rumeurs. Le gouvernement s'associe à toutes ses émotions et ne connait d'autre moyen de les calmer que de dire tout ce qu'il sait. C'est ce qu'il a toujours fait, et ce qu'il continuera de faire.

#### On lit dans le Journal de Paris :

On nous assure qu'Orléans serait aujourd'hui en notre pouvoir. Est ce après un combat heureux? Est-ce parce que cette ville aurait été évacuée par l'ennemi? Sur ce point nous manquons de détails. Nous rappellerons toutefois que nos dernières informations nous avaient appris que les forces prussiennes qui s'étaient rendues maîtresse d'Orléans se dirigeaient sur la Beauce. Il serait donc possible qu'une sim-pie garnison eut été laissée à Orléans et que esforces placées sous les ordres du général de Paladines l'en eussent chas-

#### On lit dans le Peuple Français :

Plusieurs journaux persistent à parler d'une intervention des puissances, et pour mieux appuyer leur dire, ils racontent les entretiens des ambassadeurs avec le comte de Bismarck.

Nous maintenons, avec la certitude entière de n'être pas démentis, que tout s'est borné à une lettre du czar à son oncle le roi Guillaume, et qu'aucun des représentants des puissances ne se trouvait à Ver-sailles pendant les entretiens de M. Thiers avec M. de Bismarck.

M. Thiers, après les dernières conversations qu'il a eues avec le chancelier de l'Allemagne du Nord, et dont il a fait keudre compte au gouvernement par M. Cochery, ancien député du Loiret, est parti pour rejoindre la délégation gouvernementale à Tours, si elle s'y trouve encore.

#### On lit dans le Gaulois :

Des renseignements qui nous parvien-nent d'une source dont nous avons maintes fois apprécié les informations, nous per-mettent de dire que M. Thiers aurait été retenu à Versailles par les ambassadeurs des quaire grandes puissances.

Au moment où paraîtront ces lignes, une demande collective des ambassadeurs doit, paraît-il, énergiquement appuyer auprès du roi Guillaume la volonté de l'Europe. L'armistice serait proposé sur de nou-velles bases entre les belligérants.

Au lieu de voter pour l'Assemblée nationale, le gouvernement de la défense obtiendrait huit jours, avec ravitaillement, pour consulter la France entière sur le rejet ou l'acceptation des propositions faites

Aujourd'hui jeudi le sort de Paris sera décidé.

Nous croyons que ces dernières nouvelles ont grandement besoin de confirmation. Nous avons entendu parler nousmêmes de nouvelles et très pressantes représentations qui auraient été faites à la Prusse par la Russie, mais tous ces bruits nous paraissent fort aventurés.

Le Siècle, le Rappel, la Cloche et le Combat publient l'appel suivant de M. Louis Blanc:

AUX DÉFENSEURS DE PARIS Le rejet de l'armistice a été pour certains d'entre vous un sujet de désappointement.

heureux. Lorenzo, que l'émotion empêchait de parler, répondit à ces paroles du maître

et, qui sott! pour quelques-uns peut-être

passe sur la terre des vivants; ne sachant de la France que ce que lui en disent de loin en loin d'affreux ou vagues récits de campagnes dévastées, de forteresses bombardées, de villes mises au pillage et de inébranlable. Et ce n'est pas seulement villages disparus. Deux mois! Il y aura bientôt deux mois que Paris a devant lui le spectre de la famine, qui grandit chaque jour, et autour de lui la mort qui de plus en plus se rapproche.

Sous la pression de circonstances aussi terribles, dans la fatigue d'une attente aussi funèbre et aussi prolongée, il est naturel que les âmes les moins fortement trempées saluent avec 'une joie involontaire le premier rayon tombé dans la nuit qui les enveloppe; que de graves esprits s'élancent en pensée dans un avenir de repos et de reconstruction; que, devant la perspective de la paix discutée, la tendresse réclame sa place à côté de l'héroïsme dans le cœur de la mère, de l'épouse, de la fiancée; et que ceux-là s'émeuvent pour qui depuis si longtemps des absents bien chers sont, hélas! comme s'ils n'étaient plus!

Pourtant, quand on y réfléchit, l'on se demande si M. de Bismarck n'a pas été mal servi par son ambition et ses haines en nous faisant une nécessité de ce qui, à tout prendre, est notre intérêt suprême.

Que nous aurait valu l'armistice? Il nous aurait valu une Assemblée de la France entière appelée à traiter de la paix avec un ennemi victorieux, maitre d'une partie de notre territoire, affamé de conquêtes, ivre d'orgueil, implacable. Qu'il eut mis au rétablissement de la paix des conditions dures au point d'en être dégradantes cela n'est point douteux. Et pourquoi se serait-il modéré dans ses prétentions, ayant affaire aux représentants d'un peuple réduit à demander la paix comme on demande une grâce! Car telle eût été bien réellement notre attitude, si nous avions cédé au violent désir de poser les armes avant d'avoir, à la suite de tant de défaites, remporté le moindre avantage, avant d'avoir tente un généreux et dernier effort et en restant courbés, courbés jusqu'à terre, sous le poids de tout un passé de revers sans exemple et sans nom.

Placée en face d'une Assemblée française, jusqu'où la Prusse n'aurait-elle pas poussé la rigueur de ses exigences, l'insolence de ses dédains, si la France, nation de trente-huit millions d'âmes, eut paru renoncer à l'espérance d'avoir raison par l'épée de huit ou neuf cent mille envahisseurs ; si, avec un demi-million de citoyens armés, rien que dans Paris, elle eût semblé reconnaître qu'elle était vaincue sans refour; qu'il ne restait même plus aux Parisiens la volonté de faire usage de leurs cinq cent quarante mille fusils, de leurs canons, de leurs forts, de leurs redoutes, et que la France des jours héroïques, la France aux colères sublimes, la France de Jeanne Darc, était morte, bien morte?

Il aurait donc faliu : ou que l'Assemblée rejetat des conditions de nature à mettre la paix au prix de la honte, et, dens ce cas, les choses eussent été ramenées au point où elles étaient avant l'armistice; ou qu'elle se résignat à subir, l'épée au fourreau et tête basse, la loi du vainqueur. Et que serait-il arrivé, alors? La paix aurait été conclue, elle n'aurait pas été fondée.

Non, la paix n'aurait pas été fondée, parce que la France, quelque énervée qu'on la suppose par vingt ans de régime impérial, n'aurait pas fait pacte avec son abaissement; parce que l'idée d'une revanche à prendre serait devenue sa préoccupation de tous les jours, son tourment de toutes les heures; parce que désormais il n'aurait | les lignes prussiennes Or, qui ne sent plus été possible à ses enfants de franchir la frontière sans lire le vœ victis dans le sourire méprisant et les regards moqueurs de l'étranger; parce qu'elle l'aurait su et en aurait frémi; parce que le besoin de reconquérir le respect des peuples et celui de retrouver le respect d'elle-même l'auraient poussée, sans fin ni trève, à s'absorber dans l'étude des problèmes sanglants, à préparer sa vengeance, et à imiter le mili-

tarisme prussien pour l'abattre.

La paix, subie comme moyen d'échapper à la douleur d'un dernier effort, n'aurait donc été qu'une halte fiévreuse dans la guerre. De l'humiliation d'aujourd'hui seraient sortis les orages de demain.

Autre les hidération. La France n'a plus

à chercher à tâtons ses destinées. La république existe. Il y va de notre intérêt à tous, à tous sans exception, qu'elle reste parce qu'elle ne nous donne pour maîtres que nous-mêmes; c'est aussi parce que, suivant un mot bien connu de M. Thiers, elle est la forme de gouvernement qui « nous divise le moins. » De là ce cri de : « Vive la république !» qui, le 4 septembre, sortit de tous les cœurs. Il signifiait, ce cri puissant, que la république était le gouvernement naturel et nécessaire du pays menacé de mort, le gouvernement que réclame le salut de la patrie quand ce salut est dans l'nnion.

Comment oublier, d'ailleurs, ce qu'il en coute à un peuple pour laisser son sort dépendre des intérêts d'un homme ou d'une famille? L'égoïsme des ambitions dynastiques, voilà ce qui nous a conduits, dans le sang et la boue, jusqu'à Reischoffen, jusqu'à Wissembourg, jusqu'à Forbach, jusqu'à Sedan, jusqu'à Metz; voilà ce qui a ajouté au sombre drame de l'invasion un troisième acte, plus horrible encore que les deux premiers. Comment redescendre du principe auquel il a fallu recourir pour tout sauver au principe qui avait tout

Et cependant tel est l'aveuglement des passions de parti, que certains hommes pourraient bien n'avoir rien compris à la grande leçon de nos malheurs, et que la république aurait été peut-être remise en question si, à une Assemblée convoquée pour traiter de la paix avant que la France se fût retrouvée et que Paris eût cessé d'être prisonnier, les prôneurs de dynasties avaient eu occasion de dire : « Vous le voyez, la situation est terrible. Parler de vaincre! Parler de combattre! Ah! c'est bien de cela qu'il s'agit! Il s'agit de vivre. A l'égard d'une république, la Prusse monarchique ne saurait avoir qu'un sentiment, celui de l'horreur. Voulez-vous la paix? Commencez par disposer le roi Guillaume à vous la donner; et hâtez-vous, hâtezvous lorsqu'il en est temps encore : revenez à la monarchie. > L'amour de la paix aurait été de la sorte une force enrôlée au service des ennemis de la république, et la source de commotions nouvelles.

Consolons-nous donc du rejet de l'armistice, lequel ne contenait qu'une premesse deux fois menteuse : menteuse au point de vue de la paix à fonder, menteuse au point de vue de l'ordre à établir. Que dis-je? Remercions M. de Bismarck de nous avoir définitivement imposé l'heureuse nécessité de vaincre. Le mot armistice, jeté soudain au milieu de nos préoccupations guerrières, semblait fait, sinon pour amollir, du moins pour distraire les courages; remercions M. de Bismarck de ne pas nous avoir laissés longtemps sous cette action énervante. Il veut que nous brûlions nos vaisseaux; c'est précisément ce qui nous plait et nous servira. Nous n'ignorons pas - car l'empire a emporté avec lui la politique des vanteries et des bravades - que le péril est grand; l'est-il plus que notre courage? Si hasardeuse que soit l'offensive, elle n'a rien que la raison désavoue, et rien par conséquent que l'honneur ne conseille.

Il serait bien étrange, en vérité, que ce vaste nid d'hommes énergiques, Paris, avec sa ceinture de forts, ses remparts rendus inabordables, ses trois cents onze mille gardes nationaux armés, ses deux cent quarante mille combattants, soldats ou gardes mobiles, et des canons en abondance, ne pût se livrer, sans encourir l'accusation de folie, au mâle espoir de briser quelle serait l'incalculable portée d'un pareil succès? Paris séparé de la France c'est - ainsi l'a voulu notre système de centralisation - la tête séparée du corps. Situation extraordinaire, situation lamentable, qui explique du reste le décousu des efforts et la paralysie de la défense; mais combien la face des choses serait changée, le jour où Paris et la France se rejoindraient! Y a-t-il excès de présomption et

# FEUILLETON DU TEMPS

DU 11 NOVE MBRE

#### LORENZO CELLINI

#### XVI

Depuis la veille, Margarita avait quitte Santa-Rosa. C'était elle qui, par une de ces inspirations si fréquentes et si sûres chez les femmes qui aiment, avait engagé Lorenzo à se présenter le jour même chez Savonarole. Aussi, n'essayerons-nous pas de retracer la joie des deux amants, notammeut celle de Margarita, lorsqu'en la rencontrant dans sa chambre, la nuit, suivant leur ancienne coutume, Lorenzo raconta à la jeune fille le triomphe qu'il venait d'obtenir. Rubinini l'ignorait encore, vu l'heure avancée de la soirée, le grand artiste ayant coutume de se coucher de très bonne houre. Il y avait même lieu de présumer que, sachant le maître absorbé par ses travaux, et supposant, d'ailleurs, que Lorenzo avait du l'informer de son succès, personne ne viendrait lui en parler le lendemain. Les deux jeunes gens résolurent de ne rien lui dire, et, si jusque-là, aucune intervention fâcheuse ne vensit ruiner leur projet, d'attendre pour faire éclater leur satisfaction que l'élection iut accomplie.

Le lendemain au déjeuner, la joie rayonnait sur la physionomie des trois commensaux. Une seule fois Rubinini avait laisse

apercevoir une expansion aussi vive, aussi sympathique que celle qu'il montrait ce jour-là ; c'était au commencement de cette fatale soirée, qui s'était terminée par la destruction des espérances artistiques du fils de Francesco.

Vois-tu, Lorenzo, disait le maître, c'est toujours une heure solennelle dans la vie d'une nation que celle où le peuple nomme ses représentants. De là, chez chacun, cette espèce de frémissement intérieur qu'on appelle la fièvre électorale. En effet, confier à quelques citoyens le droit de faire ou d'abolir des lois, de régler l'emploi des deniers publics, de traiter avec les puissances étrangères, de maintenir la paix, de déclarer la guerre, est l'acte de la vie civilequi exige le plus de discernement et de recueillement. Par cela même, après la gloire souveraine qui s'attache aux grands ar tistes ou aux grands poëtes, jan'en connais point de plus pure et de plus enviable que celle de l'homme dans les mains duquel ses concitoyens vont, de leur propre mouvement, remettre le pouvoir. Eh bien, Lorenzo, plus tard, quand ceux qui jouissent aujourd'hui de la faveur publique, arrives au déclin de leur carrière, feront place aux jeunes, ce me sera une grande satisfaction de te voir, à ton tour, revêtir de telles di-

Pendant que Giaccomo prononçait ces paroles, les yeux des deux amants, pétillants de joie, échangeaient des regards d'intelligence, et maintes fois Margarita fut sur le point de s'écrier : En bien! mon père, ouvrez vos bras à un tribun qui, selon toute probabilité, sera demain prieur. Mais elle se contint.

Malgré l'intérêt qu'il attachait au grand acte qui s'accomplissait, Rubinini était un homme trop occupê pour aller se mêler aux discussions, aux émotions, aux clameurs de la place publique. Il lui avait, d'ailleurs, paru tigne dans la circonstance, de laisser l'élection s'effectuer sans sa participation, et il n'avait pas quitté son atelier d'un instant; cependant la fièvre élec- lité, en ce moment, je suis réellement

torale l'avait saisi dès le lever du jour. En dépit des efforts qu'il faisait sur lui-même, maintes fois il avait laissé retomber son ciseau pour prêter l'oreille aux rumeurs qui montaient de la rue.

Giaccomo venait d'épier une dernière fois les bruits de la place publique, lorsque des pas précipités s'étant fait entendre dans les escaliers, Margarita et Lorenzo s'élancèrent dans l'atelier et coururent à lui, avec de vives démonstrations de joie. - Bonne nouvelle, père! Grande nou-

velle!

- Laquelle? - Devinez, s'écria Margarita. - Eh! je la sais, enfants, votre nouvelle!

exclama Rubinini en ouvrant ses bras aux deux jeunes gens qui s'y jetèrent, et qu'il pressa avec émotion sur sa poitrine. - Comment, vous saviez déjà! fit Margarita. Quel est donc le traître qui nous a

devancés? - Eh! parbleu? le traitre, c'est Bartholoméo. - Mais alors il est venu ici? Tout à

l'heure? A l'instant? Nous nous sommes pourtant bien dépêchés, et il nous semblait impossible que personne arrivat avant - Non, pas aujourd'hui! l'autre jour! J'avais été prévenu du projet; et, en

voyant votre joie, j'en devine la réalisa

tion. Voilà tout le secret. - Alors hier, à déjeuner, quand vous avez si éloquemment parlé de l'honneur qu'il y a à être député du peuple, vous étiez instruit? Et vous n'avez pas laissé échapper un mot, une allusion, rien qui nous l'indiquât? Eh bien! pour ce fait seul, ajouta Margarita en embrassant Giaccomo, je vous proclame le plus sournois des pères et l'homme le plus indifférent du monde

aux honneurs qui le touchent! - Eh bien! non, mes enfan's, je vous avouerai que l'indifférence que je monne parfois en pareil cas n'est qu'un manteau de dignité dans lequel je me drape. En réapar un chaleureux et muet serrement de mains.

 N'en parlons plus! continua Rubinini; au surplus, ce n'est pas de cela qu'il s'agit maintenant, mais bien de votre mariage. Car enfin il n'y a aucune raison pour qu'il reste indéfiniment ajourné. Fixons un terme, voyons : dans trois semaines, juste le temps de remplir les formalités voulues. Est-ce bien comme ça?

Margarita cacha sa rougeur sur la poitrine de Giaccomo, et murmura avec un accent d'ineffable tendresse.

- Père, vous êtes adorable. Lorenzo prit les mains de Rubinini, qu'il porta à ses lèvres, et dit, en mettant dans ces paroles tout son cœur : - Maitre, ma reconnaissance sera éter-

- Bien, bien, fit Giaccomo, délicieusement ému. Maintenant, qu'on me laisse, car ma tâche de la journée est loin d'être achevée!

Les deux jeunes gens s'enfuirent soudain, comme des oiseaux qu'on vient d'effaroucher: Margarita pour aller dans sa chambre, s'abandonner à une délicieuse rêverie; Lorenzo pour rejoindre Bartholoméo et ses autres amis qui l'attendaient.

XVII

Un quart d'heure s'était écoulé depuis leur sortie, quand Paolo vint annoncer au maitre le duc de Médicis.

Avant de passer outre, il est indispensable d'informer nos lecteurs que Rubinini avait absolument ignoré la brouille survenue entre les deux amanis, et qu'il n'avait vu dans la retraite de Margarita à Sauta-Rosa qu'un caprice de jeune fille, en rapport avec un usage des dames floren- à vos succès au point d'en revêtir sa protines.

Pierre de Médicis entra sans suite et. après s'être avancé vers le maître les mains étendues, le visage en harmonie avec la circonstance

- A l'instant, lui dit-il, j'apprends l'heureux événement, et, devinant la joie que vous devez en éprouver, je n'ai pas voulu tarder une minute à venir vous complimenter.

Rubinini s'était levé et avait offert un siège au prince, qui venait de s'asseoir. - Mon Dieu! monseigneur, fit l'artiste en affectant cette dignité froide dens laquelle il se drapait toujours en pareille circonstance, l'honneur est réel, sans doute, mais non point de nature à éblouir des gens de notre expérience.

 Cependant, en raison de l'âge, répliqua Médicis, ceci ne doit pas être considéré comme une distinction vulgaire.

 De l'âge! fit Rubinini avec une pointe d'ironie mêlée de surprise, mais l'âge me semble n'être point celui de l'extrême jeunesse, et être moins encore celui de la ca-

 Eh! répondit le prince, m'est avis cependant qu'avoir commencé sa carrière politique à vingt-deux ans sera toujours un titre sérieux à la considération publi-

 A vingt ans, monseigneur. — L'on m'a dit vingt-deux...

 J'avais vingt ans, répliqua Giaccomo, quand je fus nommé pour la première fois prieur de ma circonscription. Depuis lors, j'ai été réélu neuf foi. Celle ci est la dixième..

En disant : celle-ci, de quelle élection voulez-vous parler?

Celle-ci? répartit le prince. Pardon!

- Mais, répondit Rubinini, de celle d'aujourd'hui, de celle dont vous me faites l'honneur de me complimenter.

 Heureux Lorenzo! exclama Médicis Quelle rare bonne fortune que celle d'ètre le fils adoptif d'un homme qui s'intéresse pre personnalité.

 Monseigneur, répliqua Rubinini, j'avoue que je ne comprends pas pourquoi vous faites intervenir Lorenzo dans ceci? - Mais... fit Médicis, pour l'élection dont il vient d'être l'objet, et de laquelle je

viens le féliciter en même temps que vous. - Lui! Il y a confusion, monseigneur. dans l'information que vous avez reçue! c'est mon nom, à moi, qui est sorti de l'urne, et cela, je vous l'assure dans un moment assez inopportun!

- Mais vous êtes mal renseigné vousmême, maitre! Le nom du nouveau prieur de Santa-Maria vient d'être acclamé devant les électeurs rassemblés, et c'est celui de Lorenzo Cellini, je vous l'affirme pour l'avoir entendu.

PAULIN CAPMAL.

(La suite prochainement.)

Nous publions à la quatrième page un tableau complet des vingt municipalités nouvelles ment élues.

Nous publions aujourd'hul, à la 3º page, la 1º partie de la 13º IIvraison de la Correspondance des Tuileries.

vaine forfanterie à croire que, ce jour-là, notre tour serait venu? Et, dans ce cas, qu'elle gloire pour la république, gloire légitime et à bénir, parce qu'elle serait un gage d'ordre et d'apaisement!

Du même coup, en effet, la paix, méritée et non subie, aurait, quand elle serait conclue, un caractère durable; et la république, gouvernement de tous par tous, se trouverait avoir rendu à la France un service qui, en faisant le principe républicain inattaquable, contribuerait à clore l'ère des révolutions. Et c'est cette chance que nous sacrifierions à l'impatience d'obtenir, par un procédé de nature à raviver nos discordes, une paix que le roi de Prusse nous refuserait si elle devait être honorable, et qui, si nous étions gens à l'accepter honteuse, ne serait qu'un ajournement de la guerre! Non, non! nous n'avons que deux issues ouvertes devant nous: succomber avec honneur, ou vaincre. Traiter avec un ennemi qui occupe notre territoire et qui prétend nous parler en maître, nous ne le devons pas, nous ne le pouvons

Peut-être y aurait-il, pour les deux peuples, un moyen d'éviter les horreurs d'une lutte à outrance : ce serait la formation spontanee d'un tribunal arbitral où l'influence de deux puissances monarchiques serait contrebalancée par celle de deux gouvernements républicains : les Etats-Unis et la Suisse; et ce moyen, tiré de la doctrine de la solidarité des peuples, n'aurait assurément rien qui ne fût conforme au génie de la civilisation moderne. Mais alors même qu'il n'y aurait pas d'obstacle à la réalisation de cette idée, que je ne trouve pas, quant à moi chimérique, le devoir d'agir, en attendant, avec vigueur, et de relever la France dans l'estime du monde, et de sauver du naufrage l'honneur du nom français, n'en serait ni moins pressant ni moins impérieux. Sans doute la partie qui nous reste à jouer est formidable ; mais c'est en risquant de la perdre que nous nous montrerons dignes de la gagner.

LOUIS BLANC.

Le comman lant supérieur des gardes nationales de la Seine vient de faire lire l'ordre du jour suivant aux compagnies:

Pour éviter toute équivoque sur l'application du décret du 8 novembre 1870, relatif à la mobilisation de la garde nationale, le commandant supérieur fait obser-

1º Que ce décret ne concerne que les bataillons pourvus d'armes et n'est point applicable aux bataillons auxiliaires du genie qui sont sans fusils, jusqu'au moment où il pourra leur en être distribué, Cela ressort, du reste, des articles 4 et 5

2º Que les effectifs indiqués à l'article 2

du décret sont les effectifs armés. Ainsi, un bataillon de 1,500 hommes. pourvu seulement de 1,000 fusils n'est tenu de fournir que 400 hommes de guerre. Par contre, il est loisible au commandant de ce bataillon d'accepter des volontaires parmi les hommes non armés du bataillon, à la condition de trouver dans le même bataillon un nombre égal de gardes consentant à remettre leurs fusils et à passer à l'état de gardes sans armes.

> Le général commandant supérieur. CLEMENT THOMAS.

Nous avons plusieurs fois recommandé l'emploi de locomotives routières pour le service des pièces de gros calibre à longue portée. On nous assure que les Prussiens ont eu recours à ce moyen proposé au gouvernement de la défense depuis le 5 du mois dernier.

La routine paraît également entraver les efforts qui ont été faits en vue de créer un système sérieux de télégraphie militaire, bien que le ministère des travaux publics ait accordé une subvention à cet effet.

#### On lit dans la Vérité :

Le colonel Claremont, premier attaché militaire d'Angleterre, a accompagné dans la matinée d'hier M. Wodehouse, premier secrétaire d'ambassade, deux de ses collègues et plusieurs autres Anglais jusqu'aux avant-postes prussiens, au delà de Creteil. Le colonel Claremont est ensuite rentré à Paris, après avoir longuement causé avec les officiers allemands; le 9º corps d'armée ennemie occupe cette portion des lignes d'investissement, les officiers qui l'ont reçu appartenaient aux fusiliers de Hambourg, 33e brigade d'infanterie; les soldats, installés dans les maisons ou dans les baraquements, semblent se disposer à prendre leurs quartiers d'hiver. Creteil est en ruines et criblé d'obus. Le premier secrétaire d'Angleterre se rend à Tours, où il va rejoindre lord Lyons, et où M. Thiers doit se trouver depuis deux

On lit dans la Patrie :

Plusieurs des nouvelles pièces de marine récemment terminées par l'industrie privée ont été placées dans l'un des ouvrages qui s'étendent entre Villejuif et Cachan, et qui combinent leur action avec celle de la formidable redoute des Hautes-Bruyères. Leur tir paraît avoir été très efficace. Ces pièces sont des canons à grande puissance. Leur extrême portée est celle des bouches à feu qui arment les forts défendus par les marins.

Cette partie de la zone de Paris est aujourd'hui sillonnée par des cheminements nombreux et par des ouvrages considérables, parfaitement concus et très solidement établis. On a proportionné la défense à l'importance de l'attaque, qui a accumulé sur ce point des moyens énormes. Le plan de l'ennemi a été compris par nous, et nos travaux ont été dirigés en consequence.

# LE SIÉGE

(Renseignements particuliers du Temps.)

Jeudi, 10 novembre. Ce n'est pas une opinion qui vaille moins qu'une autre que de toujours croire que, jusqu'à cette heure encore, nous avons trop accordé à l'appareil de force, aux attitudes d'invincibilité, à la superbe calculée de l'ennemi. Son rôle d'intimidateur a été joué par lui avec un tel sérieux et une telle attention à suivre, pour ainsi dire, les impressions peintes dans nos regards, que l'illusion nous a été difficile à éviter ; mais cette humble chronique du siége de Paris s'obstine à espérer qu'il nous sera démontre que plus d'énergie dans nos attaques nous eût, depuis longtemps peut-être, per-

mis de nourrir moins de craintes. Je sais bien que nous avions notre équilibre à prendre, dans le tournoiement des chances de la fortune, si rigoureusement précipitées toutes contre nous, et que nos réserves, nos armes même n'étaient pas prêtes en assez grand nombre. Aussl n'estce point pour récriminer que nos remarques reviennent sur un sujet qui ne serait nous étions de tenter plus tot un grand ef- | avait été fort nombreux ce jour-là en face | objectif la butte Pinson.

I fort ne découlait pas cette conséquence qu'il nous est possible d'y réussir, à présent que devant des troupes qui ne sont pas devenues beaucoup plus fortes, nous pouvons l'oser proportionnellement plus vigoureux.

Un jour seulement, dans nos diverses rencontres, c'était le 19 septembre, nous n'avons pas eu les moyens de pousser à bout le sort de la journée. Ce jour-là, on se le rappelle, l'ennemi, débouchant de tous les points de l'horizon, ne se coucha qu'après nous avoir enlevé Villejuif et Châtillon, au midi de Paris, sa gauche éten iue jusqu'au delà de Meudon, et refoulant de Pierrefitte, au nord, les avant-gardes de Saint-Denis. Ce ne fut pas encore tant le nombre d'hommes que la qualité qui nous manqua. Une partie des soldats, à peine réunis en corps, et trop récemment ébranlés par la rapidité de nos échecs, trahirent les vues du général, qui, mieux secondé, eut tenu peut-être dans Châtillon, et eut arrêté, au-dessus de Verrières et de Bièvre, la marche de flanc du gros de l'armée prussienne filant de Choisy à Versailles, pendant que des colonnes se présentaient à nous, de front, sur la route d'Italie et sur le chemin de Chevreuse. Si, très précipitamment, il n'était pas arrivé de Lonjumeau des renforts pour soutenir ces colonnes, devant Châtillon, le 5° corps allemand ne résistait pas à celles de nos troupes qui n'hésitèrent pas à faire leur devoir.

Nous nous rappelons dans quelle émotion profonde Paris tomba. Mais l'esprit public se montra, heureusement, au-dessus de ces nouvelles épreuves. La garde nationale, indignée, arrêta au Luxembourg les fuyards de la route d'Orléans, et, jusque sur la place de la Concorde, on se saisit de ceux qui, le mensonge à la bouche, descendaient de Meudon sur la Seine. La nuit venue, le canon des forts empêcha le vainqueur de brusquer nos défenses, alors encore imparfaites. Ce fui le premier soir que je les entendis tonner. Nous étions à la porte des Prés-Saint-Gervais, derrière Romainville, dont les projectiles enflammés barraient la route de Bondy. Je n'avais jamais vu les obus et les bombes de la guerre. Abandonné dans la plaine, le fort d'Aubervilliers, comme un navire en perdition, canonnait dans l'ombre au hasard, et. de moment en moment, cherchait à pénétrer les ténèbres en les éclairant de la rouge lumière de ses feux électriques.

Si Paris a couru un danger, ce fut ce jour, le lundi de l'investissement; mais, dès le vendredi, le péril é ait écarté. La reprise des hauteurs de Villejuif couvrait toutes nos défenses de l'est et enlevait à la position de Châtillon, toujours occupée par l'ennemi, une partie de sa valeur. Il est incertain si, pendant qu'on y était, on n'aurait pas du prolonger l'attaque au delà de onze heures ou midi, et, par un prompt mouvement de troupes appelées de partout, essayer d'enlever Chevilly et Choisy. Mais, au nord, le général de Bellemare était engagé en avant de Saint-Denis, coutre 7 ou 8,000 hommes, que d'autres forces eussent soutenus, et on craignit sans doute, en poussant trop loin la pointe du midi. de perdre, de l'autre côté de Paris, des positions qui n'étaient pas encore bien liées et n'avaient pas encore fait leurs preuves de solide résistance. Au surplus, la journée fut bonne sur les deux rives de laSeine, et elle était faite pour nous rendre tout notre cœur. Nous ignorions que ce jour précisément succombait Toul et que c'était aussi le jour où notre inutile flotte se retirait du blocus des ports de la Baltique, infiniment

trop peu couverte de lauriers. Nous n'éparpillerous pas les souvenirs dans cette revue rapide, dont nous avons dit l'intention, et ne nous arrêterons qu'aux véritables journées.

Celle du 30, qu'on appelle le combat de Chevilly, comme celle du 23 s'appelle la canonnade de Villejuif, no s a couté beaucoup de sang, et n'a pas été entièrement heureuse; mais on est à peu près tombé d'accord, parmi tous les observateurs des choses, que, avec plus de forces, le double tout au plus sur un point déterminé, nous ne nous bornions pas à traverser Chevilly et à rompre les barricades et l'artillerie de position de Thiais. On sait aussi qu'il y aurait eu bien moins de soldats jetés à terre, si Chevilly et l'Hay, qui résista, avaient été d'abord à demi détruites par le canon, et si on n'eût pas lancé notre infanterie, redevenue toute vaillante, sur un front de murs debout et crenelés. L'action s'étant étendue de la Seine à la Seine, au midi de Paris, car le général Blanchard, aidé de la flotille, attaquait le Bas-Meudon, et, avec une seule brigade, celle dn général Susbielle, il repoussait | tourelle de pierres épaisses qui flanque trois régiments de la garde prussienne sur Meudon et Sèvres.

· Le général Ducrot, cependant, s'avancait sur Bougival; et, enfin, entre la Seine et la Marne, la division d'Exéa touchait à la position de Notre-Dame-des-Mèches, au delà de Maisons. Plus loin même, vers le nord-est, le lieutenant-colonel Reille et ses mobiles entraient dans Nogent, et les éclaireurs à pied de Lafont, avec les éclaireurs à cheval de Pindray, poussaient au delà de Bondy, dans le bois. Sauf devant Saint-Denis nous avions donc partout pris l'offensive; mais, quelque interêt qu'il y eût à divertir l'attention des assiégeants, neus faisions ainsi des efforts sur une trop large étendue du cercle, et l'attaque principale, celle de Choisy, échouait en définitive, tandis que plus de prudence, le matin, eut moins exposé notre infanterie, et que, vers dix heures, cing ou six mille hommes de soutien l'eussent maintenue sur les positions qu'elle avait à demi conquises.

Pour continuer les éphémérides, nous nous souviendrons que ce fut le 30 septembre que l'armée prussienne opéra son en

tree d'apparat dans Strasbourg. Les combats de Toury et d'Artenay allaient bientôt se livrer sur la Loire; mais nous ne pouvions en rien savoir que bien tard. Sans cela eussions-nous altendu jusqu'au 13 octobre pour porter un nouveau coup aux assiégeants, cette fois non plus sur notre gauche devant Villejuif, mais au centre même de leurs lignes et sur leur position la plus élevée.

Le combat du 13 n'a pas réussi, quoiqu'il ait été bien moins sanglant que celui du 30 septembre; mais qu'il fut près de réussir! Et avec quelle facilité, si nous avions eu de quoi tourner l'ennemi sur sa droite, même avec peu de monde, nous enlèvions définitivement Bagneux, qui fut à nous quelques heures, et prenions de flanc la redoute de Châtillon, si courageusement attaquée de face, et déjà à demi tournée sur son autre flanc, vers Clamart! Le général, a-t-on dit, n'avait projeté qu'une forte reconnaissance. L'entrain de nos troupes de toute origine lui mit un moment dans les mains une victoire qui eût singulièrement accru l'importance des résultats de la journée du 23 septembre, et

réparé tout le malheur de celle du 19. L'ennemi accourut du Plessis-Piquet, en arrière duquel il avait disposé ses réserves, mais il ne fit voir personne du côté de plus qu'historique, si de la possibilité où l'Hay et de Choisy, et, assurément s'il nade, se mit de la partie, en prenant pour

des redoutes de Villejuif, il en aurait tenté l'assaut. Tout ce qu'il avait de disponible était engagé. Les masses écrasantes dont il voudrait que nous le crussions partout armé n'ont paru qu'en arrière de Châtillon, et pas même avec une extrême prompti-

A la nuit, partirent du caron du Mont-Valérien les obus qui incendièrent le château de Saint-Cloud. Le général de Tann. entré à Orléans, faisait afficher, le 13 aussi, ses proclamations de conquête qu'eut bien vite fait changer de ton un télégramme de Versailles annongant que Châtillon était réoccupé par nous, et que la route de Choisy allait être coupée. L'événement en a tenu à peu de chose.

Mais, tout en rappelant comment, par deux eu treis fois dejà, nous avions approché du plein succès, nous devons reconnaître que, sous Paris du moins, depuis le 23 septembre, l'armée prussienne n'a plus gagné de terrain, tandis que nous (avons de jour en jour poussé plus en avant nos extrêmes défenses, et les avons sans cesse reliées et solidifiées. C'est inutilement que, dans les nuits du 18 et du 19 octobre, les Bavarois entreprirent de les envahir, sur la route d'Orléans et dans la vallée de la Bièvre.

Toujours la même faiblesse des moyens d'attaque, qu'il dépendait de nous de fortifler, fit échouer le 21 la reconnaissance, d'abord très vigoureusement conduite, du général Ducrot et du 14° corps sur la Jonchère et Bougival. Commencée plus tôt et soutenue de quelques "" 3, elle nous laissait Montrelout was les mains. Pendant qu'elle s'executait, tout'le 13° corps. de l'autre côté de la Seine, se tenait dans l'immobilité, prêt à agir, mais en définitive ne relevant pas le genou de la position du tirailleur sur le qui-vive. Et pourtant cette sortie faite avec 10 ou 11,000 hommes, lancant en avant d'elle le bruit de son canon jusque dans les avenues de Versailles, y faisait tressaillir de joie les habitants envahis, et d'inquiétude l'armée d'invasion.

Nous n'avons pas, dans Paris, tenu grand compte de cette agitation, qui ne nous a été dénoncée que plus tard, et le regret d'avoir perdu 2 canons nous a empêchés de nous féliciter de ce que si peu de nos soldats avaient répandu autour d'eux tant d'alarmes. A distance et mieux informés, nous ne pouvons, en jugeant les coups à porter avec fureur d'après ceux qui n'ont manqué que de force, qu'espérer d'assez beaux résultats pour le jour où nous sortirons 100,000 hommes à la fois, pourvu que ce ne soit pas irop tard.

Si, dans les dernières aventures, celles qui ont, avec la nouvelle de la chute de Metz, si vivement fait déflagrer la passion du peuple pour le triomphe définitif de nos armes, la plus vulgaire prévoyance avait veillé sur les murs du Bourget; si même l'évacuation de ce poste eut eté exécutée une ou deux heures plus tôt, nous restions sur un avantage indiscutable, puisque nous avions su le surprendre et y résister deux jours sous le poids de très lourds efforts. Ce dernier échec, qu'il eut été si facile d'éviter, nous a couté beaucoup; mais lorsque les bulletins ennemis qui viennent de nous parvenir, accusent une perte de 1,500 hommes pour la seule journée du 30, nous pouvons nous dire que l'on doit, à Versailles, ne pas faire trop fi de nous. Sans combattre, rien que sous la canonnade des forts, 440 hommes ont, depuis, été mis hors de combat dans le poste du Bourget, réoccupé par la garde prussienne. Ils souffrent donc beaucoup de ce feu de nos défenses, qu'ils affectaient de mepriser, et qu'ils n'ont pas sans douto encore éteint, parce que l'entreprise n'en

est pas commode. J'admire, en vérité, leur patience. Toute l'après-midi d'hier j'ai suivi de l'œil, sur le chemin de Montrouge à Bagneux, les boulets et les obus lancés sur les maisons du village où ils se sont réinstallés. Ils ne ripostaient presque de nulle part, quoiqu'un feu incessant de tirailleurs, dirigé de notre première ligne de circumvallation défensive, les incommodât partout où nos marins et nos mobiles les pouvaient découvrir. La fusillade, que pour ma part, je me permets de trouver toujours bien dépensière de poudre et de balles, de notre côté, ne doit pas leur faire beaucoup de mal, mais il suffit qu'un projectile sur dix atteigne le but pour leur tuer bien du monde.

Si l'abri n'est pas solide, comme cette maison de marchand de vin dont le toit a été défoncé, sur la gauche de la croisée de la Maison-Blanche, route de Châtillon, tout ce qui est dessous succombe. S'il parait aussi robuste qu'un roc, comme cette Villejuif au coin de la grande redoute, la trouée faite au mur nous montre ce que le boulet y peut encore produire de ravages. Ils tombent donc encore assez dru ans ces positions où nous croyons qu'ils nous narguent, et où ils sont peut-être aussi anxieux que nous de deviner quelle sera la fin de cette guerre.

Il m'a été agréable de revoir sur la figure de tous nos hommes, quoiqu'il ne fit ni bien beau ni bien chaud, la gaieté franche des meilleurs jours. C'est un bon signe pour la grande journée qui s'approche.

Le canon, de loin en loin, a continué de se l'aire entendre toute la nuit, et toujours frappant, au travers de la pluie, sur Bagneux et Châtillon. Je lui conseillerais d'élever sa volée le plus possible, comme aux mortiers, et d'aller par delà Bagneux ruiner les cantonnements de Fontenay-aux-Roses et de Sceaux. Il faut que, nulle part, ceux que nous rencontrerons bientôt corps à corps n'aient pu dormir par là une nuit paisible. La redoute des Hautes-Bruyères, qui ne s'occupe guere que de l'Hay, a de l'ouvrage à faire sur sa droite.

J'avais un jour félicité le général Vinoy de l'honneur qui l'attendait de forcer Choisy et d'enlever ou de tourner Châtillon. Le voilà qui quitte le premier corps de l'armée qui campe en avant des forts ou sur leur ligne depuis la Marne, à l'est, jusqu'au Mont-Valérien. Mais, toujours sous le commandement supérieur du général Ducrot, c'est le général Blanchard qui laissant sa 3º division à un successeur. passe au commandement de ce premier corps. Les soldats comptent sur lui.

Le deuxième corps est masse de Billancourt à Clichy; le troisième est placé sous le canon de Vincennes et de Charenton.

C'est au commandement supérieur de la troisième armée que le général Vinoy pas-

On lit dans l'Opinion nationale: Aubervilliers, mercredi

9 novembre.

Hier soir, entre neuf et dix heures, l'ordre est venu de la place, aux forts d'Aubervilliers et de Romainville, de canonner le Bourget

Pendant trois quarts d'heure environ, les obus frappérent sans relâche, et à coups redoublés, les maisons du malheureux vil-

Au loin, sur la gauche, la Briche, réveillée sans doute par cette vive canon-

Du reste, aucun mouvement de troupes. Et, ce matin, tout par là est encore tran-

quille, trop tranquille même. retournent tranquillement la terre en insignifiants. donne l'air innocent de bateaux de blan-

aucune vacance. vallée de la Bièvre, ils se sont portés eux-qu'ils sont soumis à la même loi, et, par mêmes au devant de nos propres ouvrages conséquent, que le nombre des votants du par des travaux de centre-approche. De 6 et du 8 (2 tour de scrutin) est respectiveplus, des renforts leur sont arrivés. Entre Chevilly et l'Hay, les masses circulen plus nombreuses, et des coups de feu ripostent maintenant des maisons naguere

si l'armistice est, out ou non, refete vivres que nous puissions perdre journée si M. un tel est le second adjoint au maire sur journée à considérer, les bras eraisés; pde son arrondissement au lieu d'être le l'ennemi qui nous enserre entre des lignes premier, n'a pas une capitale importance. de batteries et de retranchement de plus, en plus considérables?

somm ts entre eux par des ouvrag s presque continus, garnis de batteries insaisisment barrer le chemin.

faim entre vos murs, s'il vous faut pousser au loin une sortie utile, tenez-vous donc, coute que coute, une issue ouverte.

Il ne s'agit pas ici d'un rideau de sentinelles, mais de forts que les Prussiens, pendant que nous traitons et trainons toujours, construisent en face des nôtres, casemates, parcs, batteries superposées en | sujet. trois étages. Rien n'y manque.

Déjà au sud, Châtillon et Thiais; au sud-ouest, Sèvres, Saint-Cloud, Orgemont et Butte-Pinson; au nord-est, Bonneuil, Blanc-Ménil et le Raincy, voilà certes notre compte. Il manque encore trois ou quatre redoutes; mais temporisons toujours, et les Prussiens les auront bientôt achevées. - Louis Jezierski.

Le Siècle a regula lettre suivante :

La Courneuve, 9 novembre. Le canon n'avait cessé de tonner durant une partie de la nuit, au sud et à l'ouest de Paris. Nous sommes partis par la porte de Clichy.

Le village est solidement barricadé, les maisons sont crénelées. les rues protégées par des ouvrages en terre. Au bout de la Grand'Rue, l'ancien pont est à moitie écroulé. Il y a des gens. postés sous la seule arche restée debout, qui essaient de voir à travers le brouillard les établissements prussiens. Dans la presque ile de Gennevillers, on entrevoit Colombes, et, au milieu du brouiliard, les ceteaux de Sannois, de Saint-Gratien et de Montmorency. Nos grand'gardes occupent la rive gauche de la Seine, au-dessus de Nanterre, enface Bezons. Quelques gardes mobiles, campés à Colombes, ont tenté, dans la journée d'hier, une reconnaissance sur tout le cours de la Seine.

Il paraît que les Prussiens ont établi un grand ouvrage en terre autour du village d'Argenteuil. Des maisons fortifiées et crénelées aux abords des voies principales mettent ce village à l'abri d'une surprise. Au-dessus de la plaine, les hauteurs d'Orgemont. Grâce à une éclaircie, nous avons vu devant l'ancien moulin qui porte sur une de ses faces principales une immense balafre - un obus de Saint-Ouen sans doute deux ou trois Pru sisns qui se promenaient tranquillement les mains derriere le dos. Il parait que depuis quelques jours le coteau semble devenir de plus en plus haut. On remue de la terre là-dessus. Les marins de Saint-Ouen regrettent de n'avoir plus comme autrefois à canonner sur ce point pour inquiéter les travaux de

Hier soir, néanmoins, on a canonné Argenteuil de Saint-Ouen. On avait surpris sur ce point des mouvements de troupes ennemies, comme une concentration dans le village, un cantonnement sans doute.

On lit dans la Vérité :

Les forts de Montrouge et de Vanves ont continué aujourd'hui à lancer des obus sur les batteries construites au bas du coteau de Châtillon et sur les hangars destinés à servir d'abri aux troupes ennemies. Commencée à huit heures ce matin, la canonnade est devenue assez vive.

A huit heures et demie, on a réussi à déloger plusieurs détachements qui s'étaient installés dans les baraques. A partir mais quelques coups ont été irés de nouveau vers la tombée de la nuit. L'objectif cette fois était une ferme dans Châtillon même, dont les murs abritent, à ce qu'on suppose, une batterie masquée. Les obus ont entamé la crête du mur, mais sans pouvoir en venir complétement à bout.

NOUVELLES MUNICIPALITÉS ÉLUES

Nos lecteurs trouveront à la quatrième page, publié sous forme de placard, le tableau des nouveaux maires et adjoints. Il nous a paru utile de réunir ainsi les éléments épars dans nos quatre ou cinq derniers numéros, et de dresser la liste complète des vingt municipalités parisiennes sorties des élections des 5, 6, 7 et 8 novembre. Il est, en effet, plus important que quelques-uns ne l'imaginent peut-être, d'avoir, à un moment donné, sous les yeux, la composition exacte de ces nouvelles municipalités, avec le chiffre des suffrages placé en regard de chacun des noms qui les

composent. Après les réflexions que ne manquera pas de suggérer à tous les esprits sérieux l'étude attentive de ce tableau, réflexions que nous leur laisserons faire, il ne faut pas oublier ceci : quelque raison qu'un beauconp trop grand nombre d'électeurs aient eu de s'abstenir, si peu de suffrages qu'aient réunis sur eux beaucoup de candidats, relativement au nombre des inscrits, les élus sont les élus, et telle municipalité, absolument renouvelée par la voie de l'élection, pourra parfaitement - chose à craindre ou à souhaiter, selon les cas suivre des errements tout à fait différents de ceux qu'avait suivis la mairie provisoire qu'elle vient de remplacer. Ce renouvellement de la matière municipale, si l'on peut ainsi dire, rendra donc raison, suivant nous, de bien des faits qui se produiront tôt ou tard.

Enfin, nous plaçant au-dessus des personnalités et cherchant toujours à lirer de la statistique le meilleur et le plus haut parti possible, à savoir l'enseignement expérimental de certaines vérités, nous espérons que l'étude, même superficielle, de notre tableau, suffira pour demontrer l'absolue justesse de cette sorte de loi politique : évitez autant que possible de consulter coup sur coup le suffrage universel. Si vous l'appelez à tenir ses assises pendant est sous le feu des redoutes de Garches, dans la première hypothèse, l'Allemagne

près d'une semaine, le second jour vous compterez un tiers de votants de moins que le premier ; le troisième jour, un tiers On ne fait guère plus énergique besogne pe moins que le second, et ainsi de suite; au sud qu'au nord. Les forts tiraillent si bien qu'au bout de la semaine, il ne donpendant que nos travailleurs piochent et nera plus que des résultats complétement

ficiers, pour occuper leurs loisirs, font un | Gest pour que cette vérité saute plus fatour dans la plaine, abattant de ci, de la, bilement aux joux, que nous avons indiqué quelque alouette et quelques moineaux : le nombre des votants du 3, lequel donne nos canonnières stationnent à Port-à- pre idée très approximative, croyens nous, l'Anglais : les nippes des matelots séchent de celui même des électeurs inscrits. Puis au soleil sur les cordages, ce qui leur viennent les chiffres de votants, relatifs aux élections du 5 et du 7; nous avons cru Pourtant, les Prussiens ne se donnent devoir, pour plus de clarté, négliger les chiffres relatifs aax seconds tours de scru-En nous voyant cheminer le long de la tin (6 et 8 novembre). Suffit qu'on sache ment inférieur à celui des votants du 5 et du 7 nevembre.

Puis de l'occasion s'en présente à nous, faisons remarquer combien une erreur de A ce spectacle tranquille, on se demande chiffre est facheuse quand elle a pour elle l'autorité d'une insertion au Journal offi-Avons-nous une si grande quantité de ciel. Nous le seutons parfaitement, savoir Il y a surtout là une question de préséan-Déjà une faute très grande a été com- ce; parfois aussi une question de priorité mise. Les Prussiens nous bloquent par un dans l'exercice de certains droits; et c'est triangle d'investissement, dont les trois pour cela même, qu'il importerait de sasommets sont évidemment Versailles; voir pour citer quelques exemples, si M. Montmorency et Chenevières. Ils ont com- Collin, porté par l'Officiel le premier sur mence par fortifier ces trois points; soit. la liste des élus avec 4,262 voix, est ou non Mais aujourd'hui, les voils qui relient ces le premier adjoint du 5º airondissement, alors que M. Thomas, cité en deuxième sables; et nous nous laissons tranquille- ligne, aurait obtenu 4,613 voix; si M. Chéron, avec ses 4,871 suffrages, est le troi-Mais si vous ne voulez pas mourir de sième adjoint du 2e arrondissement, quand M. Loiseau-Pinson, avec ses 4,587 veix, en

erait le second. Il y a évidemment là interversion dans les noms ou erreur sur les chiffres. Nous appelons, en en signalant simplement la nécessité, une prompte rectification à ce

P. S. - Les lignes qui précèdent étaient composées et notre tableau dressé, quand nous avons trouvé dans le Journal officiel de ce matin les résultats rectifiés et complets des élections des 5 et 6 novembre pour les maires, 7 et 8 pour les adjoints. Nous ne reproduisons pas ces documents electoraux, qui ne seraient qu'une fastidieuse répétition des noms et des chiffres contenus dans nos quatre précédents numéros. Notre travail nous en dispense absolument; il fait même mieux que suppléer ces documents, puisqu'il en tire tout ce qu'il est désormais utile et important de connaître, à savoir la composition définilive des vingt municipalités élues.

L'organe officiel rectifie de lui-même certaines erreurs que nous signalions plus haut, relativement à la qualification à donner de 1er, 2º ou 3º adjoint à certains élus. Comme nous le pensions, il y avait interversion de noms. Nous donnons naturellement le résultat rectifié.

Malheureusement, à côté de ces erreurs réparées, il s'est glissé dans l'Officiel d'aujourd'hui de nouvelles erreurs. C'est ainsi que le nombre des votants dans le 2º arrondissement, lors de l'election du maire, n'y est que de 1,234, et, en conséquence, la majorité absolue que de 618, alors que le candidat arrivé premier et élu maire, l'honorable M. Tirard, est indiqué comme ayant réuni à lui seul 7,143 suffrages. Nous nous en sommes donc tenus, quant au chiffre des votants du 5, à celui que nous avions donné, et qui doit être le vrai. -

Faisons observer, en terminant qu'un décret publié ce matin, institue dans le 20° arrondissement une commission municipale qui exercera, à titre intérimaire, toutes les attributions du maire et des adjoints ré emment élus.

NOUVELLES DE LA PROVINCE

ET DE L'ETRANGER

On lit dans le Journal des Débats :

Nous avons été si strictement privés de toutes communications avec l'extérieur, que des journaux anglais déjà anciens ont encore pour hous quelque chose de nouveau. Il est facile de discerner un certain changement dans le ton auquel nous avait généralement habitués la presse anglaise, et qui n'était rien moins que bienveillant. Nous n'attribuons ce changement qu'à des considérations d'intérêt; mais, comme ce sont les plus efficaces, nous en tenons autant de compte. Les Anglais, tout en applaudissant à la formation définitive de l'Allemagne, commencent à se demander ce que l'Europe aura gagné si l'esprit de domination militaire ne fait que passer de la France à la Prusse, et ce que la paix aussi aura gagné s'il doit s'établir une lutte permanente et durable entre la France et l'Allemagne. C'est pourquoi nous voyons pour la première fois la presse anglaise pousser à la médiation des puissances

Les correspondances d'Allemagne sont également curieuses à étudier. A Berlin, on ne paraissait pas croire à une défense possible de Paris, et on était sévere pour la manière dont elle avait été conduite jusqu'ici, ce dont on attribuait la faute à la composition peu militaire de la garnison. On disait que si le commandant en chef avait laissé se compléter l'investissement, c'est qu'évidemment il n'avait pas eu assez de confiance dans les troupes dont il dispo-

« Il était facile, dit une correspondance de Berlin du 18 octobre, d'empècher la construction des batteries, et c'était la seule chance de salut... Il y avait nécessairement de larges vides dans le cordon formé par les troupes d'investissement, et ils ne pouvaient être remplis que par des patrouilles de cavalerie.

»Quand même les corps prussiens auraien pu se rejoindre rapidement, leur éparpillement donnait aux Français plus d'une occasion de les attaquer en détail avec des forces supérieures. La garnison de Paris est comptée entre 300,000 et et 500,000 hommes hommes; une de 100,000 aurait suffi pour cela. Ils auraient pu sortir de nuit, ecraser l'ennemi sous le nombre, et, en cas d'échec, se mettre à l'abri de toute poursuite sous la protection des forts. Ils n'ont profité d'aucun de ces avantages. A la première attaque, ils se sont laisse déloger de Clamart, qui commande les plus formidales forts du sud. Ils ont laissé ensuite l'ennemi s'établir à Meudon, Sèvres, Saint-Cloud, d'où les grenades peuvent être lancées jusque dans l'intérieur de la capitale.

» Ils n'ont fait que deux sorties pendant tout un mois..... Pendant ce temps-là les Allemands ont construit partout des reranchements, et réduit de beaucoup leurs points vulnérables. Quand même ils prolongeraient encore le silence de leur artillerie, ce qui n'est pas probable, il serait encore impossible aux Français de sortir de ce cercle de fer. Il est indubitable que le général Trochu, si la qualité de ses troupes le lui avait permis, n'aurait pas laissé les choses arriver à ce point...

» Les forts qui seront le plus probablement attaqués les premiers seront ceux d'Issy et du Mont-Valérien. Tous deux sont commandés par les batteries de Sèvres et de Saint-Cloud; de plus, le Mont-Valérien

et Issy sous celles de Meudon et de Clamart. Avant de prendre possession d'Issy, il faudra faire taire aussi l'artillerie du fort de Vanves, qui en est ∀oisin et qui le commande. Pour cela, l'ouvrage en terre construit par les Français à Moulin-la-Tour, sur la hauteur de Clamart, qui fut pris par les Allemands le 19, sera très utile. Issy une fois pris, les assiégeants adresseront probablement une sommation à la ville, et si elle est refusée, ils verront s'ils veulent commencer tout de suite le bombardement, ou faire d'abord une brèche dans l'enceinte auprès du Point-du-Jour, là où la Seine sort de Paris. Dans ce dernier cas, il y aurait une attaque faite sur l'ouest pour sou-

tenir celle du sud. »Il paraît que quelques conseillers politiques du roi, croyant qu'un bombardement partiel suffirait à faire rendre la ville, étaient contraires aux immenses préparatifs nécescaires pour battre les for!s. Mais les généraux ont regardé comme indigne d'eux de courir le risque de voir un boinbardement partiel rester ineffectif. Ils n'ont point voulu s'exposer à être obligés de suspendre les opérations une fois commencées. Ce sont eux qui ont insisté pour construire d'abord les batteries régulières destinées à prendre plusieurs des forts, et avoir ensuite le choix de soumettre toute la ville à un bombardement réel. C'est pour cela qu'ils ont décidé de compléter d'abord les redoutes, quelle que dût être la résolution a prendre plus tard. »

Nous devons faire remarquer que cette correspondance remonte an 18 octobre; que, depuis cette époque, l'organisation et la mise en état de la défense, et surfout de la garnison, ont fait des progrès considérables et qui étaient presque inespérés. Mais on voit aussi avec quelle longue prévoyance, avec quelle étude approfondie les plans de l'ennemi avaient été faits. Ils savent à Berlin les noms, les emplacements, les hauteurs des forts et de tous les environs de Paris; ils suivent les opérations sur la carte comme si elles étaient écrites à l'avance. Parce que c'est connu du monde entier, ce n'est pas une raison pour que nous le cachions aux Parisiens, et nous croyons utile qu'ils sachent les dispositions qui avaient été prises à leur égard.

On lit dans le Français:

Nous avons recu des nouvelles de province; mais nous devons prévenir nos lecteurs que ces nouvelles ont été données à la personne de qui nous les tenons par un officier supérieur prussien. Il convient donc de ne les accepter que sous certaines réserves.

A Marseille, la république rouge aurait prévalu, et M. Gambetta, décrété d'accusation, aurait été condamné à mort.

L'armée qui assiégeait Metz se serait, après la capitulation de cette ville, dirigée vers Lyon par Langres et la vallée de la Saône. Lyon serait en ce moment menacé d'un investissement. Un exemplaire de la Gazette d'Augsbourg,

qui se trouvait entre les mains d'un officier prussien, a été apporté à Paris. Le numéro qui porte la date du 3 novembre contient sur le maréchal Bazaine une série d'imputations auxquelles nous nous refusons absolument à ajouter foi. D'après cette feuille, une partie de la ville de Metz se serait opposée à la capitulation du maréchal. Habitants et officiers auraient en vain protesté contre une mesure qu'ils qualifiaient avec la plus extrême sévérité. À sa sortie do la ville, le aréchal aurait été insulté dans les villages que traversait sa voiture. Enfin, à en croire la feuille prussienne, dont on sait la passion antifrançaise, M. Gambetta aurait adressé de Tours une proclamation, dans laquelle le maréchal Bazaine et son armée seraient traités de la manière la plus violente. M. Gambetta irait jusqu'à annoncer la mise en accusation du maréchal, et il n'aurait pas craint de qualifier de prétoriens les soldats placés sous les ordres du maréchal Bazaine.

La Vérité a eu communication du New-York Tribune du 4 octobre qui reproduit, d'après la Situation, nouveau journal français fondé à Londres sous les auspices de MM. Rouher et Jérôme David, un manifeste de Napoléon III au

roi de Prusse. Ce curieux document a pour titre dans le New-York Tribune :

> En appel à la France. LETTRE DE L'EXILE IMPÉRIAL.

Ses vues sur la situation. - Il désire la défaite des Prussiens, même au prix de sa dynastie. - L'Attemagne a plus d'intérêt à s'allier avec la France qu'à la ruiner. -Pourquoi il faut suivre une politique magnanime.

(Transmis à la Tribune par le télégraphe.)

Londres, lundi 3 octobre 1870. La Situation, organe impérialiste, publié à Londres, donnera demain sous le titre : « Les Idées de l'empereur,» le document qui va suivre. Immédiatement après la non réussite des négociations avec Jules Favre, Bismarck a envoyé à Wilhemshœhe le compte rendu exact de l'entrevue. Aussitôt, l'empereur s'enferma dans son cabinet, et, le même soir, Castelnau partit pour le quartier général prussien avec la note suivante, tout entière de la main de l'empe-

reur: « Wilhemshohe, 26 septembre 1870. « En m'envoyant chaque jour la nouvelle des événements qui sont advenus depuis l'heure où la Providence m'a forcé de rendre mon épée, le roi veut sans doute demander l'opinion de son prisonnier sur les épreuves que les armées prussiennes imposent à la France, en vue de ce qu'il croit être de l'intérêt de l'Allemagne. Les communications du comte (M. de Bismarck) me

confirment dans cette opinion. » Mais, en réalité, le temps est-il venu pour moi de répondre à cette double attenle par l'expression de mes pensées? Jusqu'au 4 septembre, la réserve dans laquelle je me suis tenu depuis Sedan était due à la ferme résolution que j'avais prise de laisser l'impératrice en pleine liberté d'agir d'accord avec le pays. Depuis le 4 septembre, je ne pouvais plus que former le vœu de voir la France, même au prix du sacrifice de ma dynastie, réussir à repousser l'envahisseur au delà de sa frontière. (Il y a ici probablement une omission. Le mot « ils, » dans la phrase suivante, se rapporte au gouvernement provisoire.)

« En faisant auprès du comte une démarche dont il était aisé de prévoir le résultat, ils ont mal présenté le caractère de la guerre, pensant ainsi se décharger de la responsabilité d'une impulsion générale à l'influence de laquelle mon gouvernement s'est senti obligé de se soumettre. Le résultat a été de détruire l'effet des motifs qu'ils ont de refuser les conditions offertes; il a été, par dessus tout, de paralyser la défense nationale, au moment même où elle allait prendre des proportions dignes de la France.

» Le comte parait ignorer que l'armistice refusé était nécessaire à la reconstruction d'un gouvernement régulier, et il est étonné qu'aucune des puissances légalement existantes n'ait exprimé son opinion sur ce qu'il considère comme « une prenve » de la modération du roi. » Personne ne pourrait blamer un Français d'avoir réparé une démarche imprudente en refusant d'accepter des propositions peu en accord avec notre genereux passé. Un duel comme celui qui a lieu entre la France et l'Allemagne ne peut se terminer que par la ruine de l'un des deux adversaires ou par leur réconciliation intime et honora-

» Tout d'abord le comte devrait donc se demander si l'Allemagne a plus d'intérêt à la ruine qu'à l'alliance de la France; si,

ne croit pas que la France peut trouver son salut dans le désespoir, — quand mê-me l'urope consentirait à rester témoin indifférent d'une invasion qui n'a point de

limites fixes. » Mon entrevue avec le roi m'autorise à penser qu'il préfère de beaucoup une alliance avec la France à la ruine de celleci; qu'il n'est pas sans inquiétude sur les résultats d'une lutte poussée aux dernières extrémités, et qu'il estime à leur valeur véritable les droits qu'une connaissance par-faite des sentiments manifestés durant la guerre par les différentes nations de l'Europe donneraient aux deux pays, une fois unis intimement. Si telle était en réalité l'opinion du roi, il ne resterait plus qu'à indiquer les moyens de réalisation. Mais appartient-il, en vérité, au vaincu de définir les obligations du vainqueur de telle manière que la générosité de celui-ci paraisse plus à charge encore que ses exigences?

» Je ne puis que rappeler au comte qu'une politique magnanime ne fait jamais en vain appel au cœur du peuple français, tandis qu'on n'obtient jamais rien de ce peuple en touchant les cordes de l'égoïsme ou d'une crainte qu'on ne saurait exciter, quelques revers que la Providence nous inflige encore.

» Si une conduite généreuse la disposait d une alliance intime et honorable avec l'Allemagne, la France serait la première à convenir qu'il n'y a plus de raison d'être pour une ligne de défense commandée par des forteresses entre les deux empires. Quant aux autres sacrifices que la France aurait à endurer, elle ne consentirait point à les faire, s'il ne lui était point permis de comprendre les immenses avantages qui résulteraient pour les deux nations d'une paix dont leur propre volonté serait désor-mais l'unique arbitre.

» Dans cette vue, les puissances obligées de se tenir complétement en dehors, tant que la France conserve a une espérance de succès, auraient une raison sérieuse pour intervenir.

» La révélation franche et claire que j'ai toujours faite de la vérité avait établi entre la France et moi un courant de sympathie que rien ne pourra jamais détruire. Si j'affirmais que notre honneur n'a à redouter aucune tache du fait d'une réconciliation basée sur le désarmement des forteresses devenues alors inutiles, et sur le principe d'une indemnité de guerre à régler par des experts, je crois que la paix serait possible. Ces conditions peuvent empêcher la France d'avoir recours à des extrémités qu'un caprice ou qu'un hasard peu ent rendre fatales à l'ordre social en

» Instruite par l'expérience, par une appréciation saine des divisions qui la déchi ent et délivrée du fléau de la guerre, la France verrait bien vite que ses malheurs viennent de son manque d'unité politique, et qu'elle doit désormais chercher sa prospérité dans le respect étroit de l'inviolabilité de ses institutions.

» Ces considérations auront chaque jour moins de poids, surtout si le roi hésite à en tenir compte avant d'attaquer Paris. Le terrible choc que la Providence a permisentre l'Allemagne et la France peut avoir fait jaillir une étincelle que le progrès trouvera utile au salut moral et matériel de l'Europe. Mais si, des deux côtés, l'on per-iste à considérer l'emploi de la force comme l'unique solution, il sortira de ce choc un inconnu redoutable, qui apportera à l'Allemagne autant de calamités qu'à la France.

» LOUIS-NAPOLEON. »

#### On lit encore dans la Vérité:

Nous trouvons dans le New-York Tribune un récit détaille du voyage de M. Gambetta. D'après le journal américain, le ballon de M. Gambetta aurait baissé d'une manière inquiétante au moment où il se trouvait au-dessus des lignes prussiennes. Les voyageurs ayant tout jeté par dessus le bord, lettres, journaux, couvertures, paquets, etc., l'aérostat remonta lentement.

Les Prussiens, qui ne l'avaient pas observé jusqu'alors, dirigèrent à ce moment sur le ballon un feu très vif d'artillerie et de mousqueterie. Une balle aurait effleuré la chevelure de M. Gambetta.

La Patrie a recu des journaux de New-York du 14 octobre. Ils contiennent des dépêches de France des 12 et 13 octobre. Voici quelques extraits:

Tours, le 12 octobre.

Le 9 octobre, on recut ici, par ballon, une dépêche du maréchal Bazaine, que l'on n'a pas publiée, mais que je sais être dans les mains du gouvernement. Elle révèle le secret de l'apparition de Bourbaki à Chiselhurst, apparition qui a si fort étonné la presse de Londres. Les explications improbables données

jusqu'ici n'étaient pas les véritables. L'impératrice, en connivence avec l'empereur et Bismarck, envoya un messager à Metz, disant qu'elle désirait conférer avec un général de confiance sur une affaire de grande importance. Le maréchal Bazaine, quoique répugnant à se séparer d'un général chargé d'une mission qu'il ne lui était pas permis de connaître, lui, Bazaine, fut tellement pressé par le messager, qui donna des preuves irréfutables qu'il était bien envoyé par l'impératrice, qu'il se décida à envoyer Bourbaki.

Canrobert, qui pour le moment était blessé à la jambe, et à qui on avait d'abord pensé, fut empêché ainsi d'entreprendre le

Bourbaki, muni d'un sauf-conduit de Bismarck, passa sans difficulté à travers les lignes prussiennes, et arriva à Chiselhurst. L'impératrice le remercia très fort d'être venu, et commença à lui dire qu'elle voulait qu'il se chargeat du prince impé-rial, qu'il le conduisit à Metz, et que le prince y restat jusqu'au moment où un arrangement put se faire pour la paix, sur la base de la cession de l'Alsace et de la Lorraine, l'abdication de l'empereur et la restauration de la dynastie dans la personne de Napoléon IV, avec elle-même pour régente.

Bourbaki fut frappé comme d'un coup de foudre à cette proposition. Il fit des remontrances doucement pendant quelques instants, s'efforçant de faire comprendre à l'impératrice la situation réelle des choses. Mais voyant que ses illusions ne pouvaient être détruites, il refusa nettement la mission qu'elle cherchait à lui imposer. Il lui dit carrément qu'aucune armée francaise ne tolérerait la présence du fils de

Napoléon III. L'impératrice fondit en larmes.

Bourbaki retourna à Metz. Bazaine, profondément indigné en entendant son rapport, envoya cette étrange histoire au gouvernement républicain de Tours. Il est grandement probable que la lettre confiée par l'impératrice à lady Cowley pour être portée à l'empereur à Wil-

helmshoehe se rapportait à cette affaire. L'intrigue tombait ainsi dès le principe, et elle est maintenant exposée à la lu-

Le récit qui précède, et qui semble fort précis, donne donc, dit la Patrie, le démenti à la version déjà mise en circulation, et d'après laquelle le général Bourbaki serait arrivé à Tours, en venant directement de quitter l'impératrice en Angleterre. Il semble prouver que le général est rentré à Metz faire à son chef supérieur Bazaine le rapport voulu sur l'objet de sa mission, et ce n'est qu'après ce a que Bourbaki aurait pu sortir de nouveau de Metz, probablement en ballon; car il n'y avait plus aucune raison pour les Prussiens de lui accorder un sauf-conduit à travers leurs lignes.

D'après un correspondant du Post, 150 volontaires, venant des Etats-Unis, seraient | mais j'ai recu tant de lettres et subi tant de | faire aux nombreuses demandes qui lui arrivés à Tours, vers le milieu d'octobre, | questions ou on me demande si j'avais réelle | sont adressées journellement.

et ils y auraient été recus avec grand enthousiasme.

Le général Fleury avait reçu la permission de rejoindre Napoléon III à Wilhelmshoehe. On se demandait ce qu'était devenu le maréchal Le Bœuf, car on h'avait jamais entendu parler de lui depuis la première série des batailles livrées devant

On s'attendait à ce que la Prusse, en vue de ses relations délicates actuelles avec l'Angleterre, à cause de la prétendue violation de la neutralité, donnerait au comte Von Bernstoff, son ambassadeur, un congé indéfini d'absence, ne laissant à Londres qu'un simple chargé d'affaires.

On dit maintenant que la révolution en Algérie n'est pas réduité (unchecked). Dans la province de Constantine, les insurgés avaient gagné les mêmes (?) avantages, et étaient en hostilité avec les autorités.

La Prusse négocie maintenant avec les petits Etats de l'Allemagne pour former l'unité nationale sous Frédérick (?), au lieu de la fédération.

La session du Parlement de l'Allemagne du Nord sera probablement rouverte avant la reunion de la Diète prussienne, c'est-àdire vers la fin de novembre. Le Parlement sera requis de pourvoir aux dépenses de la guerre et d'arranger certaines questions soulevées à ce sujet. Les élections pour cette assemblée auront lieu probablement le 19 octobre, et les élections pour les députés de la Diète prussienne environ huit jours plus tard.

Les prisonniers français ont été retirés de Beverloo à cause d'une conspiration tentée pour assassiner les gardiens et pour s'échapper.

Après deux jours de lutte d'un caractère sérieux, les Prussiens ont renoussé l'armée française de la ligne de la Loire, et ont occupé l'importante cité d'Orléans. La bataille, qui commença à neuf heures du matin, le 10, à Arthenay, paraît avoir été une surprise des Français, ayant eu pour résultat leur défaite complète. Ils furent réduits et repoussés dans les faubourgs d'Al tenay, où, à trois heures de l'après-midí du même jour, les Prussiens les attaquerent de nouveau. Nous n'avons pas de détails du dernier engagement, mais on sait que les Français abandonnérent leur seconde position pour se retirer sur Or-

Les Prussiens les y suivirentle 11 courant de bonne heure et bombardèrent la ville. Leur aile droite s'avança en même temps sur Beaugency et Meung, au sud-ouest d'Orleans et entre cette ville et Tours, d'où Garibaldi était attendu avec des renforts. Mais les opérations en flanc des Prussiens menacant d'empêcher la jonction des forces françaises, Orléans fut évacué. L'armée défaite prit position sur la rive gauche de la Loire, et c'est là que les deux forces se trouvaient face à face hier matin.

Il n'y a rien dans la nouvelle ou dans les mouvements signalés qui indique si les Prussiens se proposent de poursuivre maintenant leurs opérations dans cette direction. La présente nouvelle laisse l'impression que, quoique leur victoire soit signalée, les Prussiens n'ont pas réussi dans leur dessein d'empêcher la concentration de l'armée de la Loire. S'ils projettent des opérations agressives plus avancées contre cette ligne, cette non reussite les place dans une position désavantageuse. Si leur projet futur est de défendre cette ligne et de proteger ainsi les derrières et leurs lignes de communications de l'armée principale à Paris, leur succès est tout ce qu'ils pouvaient espérer. Quoi qu'il en soit, l'opération est d'une importance secondaire et ne saurait aff-cter que peu la situation actuelle à l'égard de Paris, où naturellement l'intérêt est concentré et où doit se décider la destinée de la France.

Le Français extrait du Times du 15 octobre 1870, la lettre suivante datée du 11 octobre:

Avant de guitter Strasbourg, je fis une dernière visite au cimetière du Jardin-Botanique. Les enterrements avaient été nombreux depuis quelques jours : des monceaux de bières étaient accumulés dans une grande tranchée. Je lus quelques nouvelles inscriptions sur des croix de bois : l'une portait le nom d'un grenadier badois tué d'un coup de baïonnette par un soldat français au moment ou les troupes allemandes faisaient leur entrée en viile ; le meurtrier avait été enterré près du Ba-

Tout auprès se trouvait la tombe d'un autre soldat tué vers minuit le même jour en faisant une patrouille : deux coul ables (sic) avaient été arrêtés; mais comme aucun des deux ne voulut révéler l'auteur du coup de feu, ils furent tous deux fusillés. Ce champ de deuil demeurera le plus ineffaçable souvenir des horreurs du siége. La citadelle, aujourd'hui détruite, sortira un jour de ses ruines; mais le cimetière conservera à jamais les traces de tant de douleurs.

Cependant les préfets (les comtes Lux-bourg et Bismark-Bohlen) font placarder des avis annoncant la distribution d'indem-nités. Ces affiches elles-mêmes ne sont plus imprimées comme jadis sur deux colonnes, en français et en allemand. Elles ne sont plus écrites qu'en allemand. On voit de tous côtés l'indication que la langue française est destinée à être proscrite dans le plus bref délai possible. La feuille officielle du nouveau gouvernement d'Alsace ne contient pas un mot de français. Dans les correspondances envoyées de Strasbourg, il n'y a pas une rue, pas une place qui ne prenne le nom allemand. La Porte de Pierre devient la Stein Thor et ainsi des autres. Les Prussiens ont raison, et le premier moyen de « regermaniser » l'Alsace est de bannir la langue française comme

un élément étranger et hostile. A chaque affiche nouvelle, de petits groupes se réunissent silencieusement, et la seule protestation que rencontrent ces ordres allemands est le cri de : « Vive la France! » tracé au crayon sur le placard. On ne voit toutefois aucun symptôme public de désaffection, on n'entend aucune protestation. Il est vrai qu'à plusieurs reprises ces gens, qui ont, à n'en pas douter, du sang germain dans les veines, m'ont dit : « Nous sommes Allemands de race et

de langue, mais Français de cœur. » Il y a eu dimanche un grand orage. Le vent et la pluie ont mis en lambeaux les deux grands drapeaux allemands qui flottaient fièrement au sommet de la cathé-

La question des indemnités préoccupe vivement la population. Comme le grandduc de Bade visitait ces jours derniers les quartiers détruits, une femme s'approcha de lui et lui demanda s'il possédait assez d'argent pour payer tous les maux qu'il avait faits. Le prince répondit que non, en riant du sans-façon de l'Alsacienne. Alors elle répliqua vivement : « Vous auriez mieux fait alors de ne pas venir en Al-

#### CHEONEQUE.

Le Rappel publie la lettre suivante : 9 novembre.

sace. »

Mon cher Meurice, J'avais tenu à me retirer sans souffier mot;

ment donné ma démission de membre du gouvernement, que je me vois obligé de répondre, une fois pour toutes, par la voie du Rappel : Oui, j'ai donné, le ler novembre, ma démission de membre du gouvernement de la défense nationale, et je n'ai jamais songé à la reprendre. Tout à vous.

HENRI ROCHEFORT.

On lit dans le Journal de Paris:

Il paraît que le 31 octobre, en quittant Paris pour se rendre au quartier général prossien, M. Thiers a couru un sérieux danger. L'ordre avait été donné de suspendre le feu, des deux côtés, pendant le temps nécessaire pour que l'illustre homme d'Etat pût franchir nos lignes et celles de l'ennemi. Soit que l'ordre n'eût pas été bien compris de notre côté, soit plutôt que le temps nécessaire pour ce voyage n'eût pas été assez largement calculé, nos forts ont recommencé à tirer trop tôt, et un de nos boulets a passé au-dessus de la tête de M. Thiers.

Le colonel du régiment de la reine Augusta, dont le rapport militaire publié hier matin, annonce la mort, est, paraît-il, M de Waldersee, frère de l'ancien attaché militaire de Prusse à Paris.

#### ACTES OFFICIELS

Commission municipale du 20° arrondissement.

Le gouvernement de la défense natio-Considérant que les élections des maire

et adjoints du 20e arrondissement ont obouti à un résultat impraticable; Qu'en effet le maire et les trois adjoints nommés sont hors d'état d'exercer leurs fonctions, puisqu'ils sont placés sous le

coup d'une instruction judiciaire, à raison de l'attentat commis contre la république dans la soirée du 31 octobre, et les taits qui l'ont suivi : Considérant que provisoirement, et jusqu'au moment où la justice aura prononcé

sur les poursuites intentées contre les citoyens Ranvier, Flourens, Milière et Lefrançais, il est nécessaire d'assurer l'expédition des affaires, la confection des actes de l'état civil, et tous les autres services qui ne supportent pas d'ajournement. Décrète :

Provisoirement, et jusqu'à ce que les maire et adjoints élus puissent prendre possession de leurs fonctions, une commission municipale provisoire est constituée à la mairie du 20e arrondissement. Cette commission exercera, à titre inté-

rimaire, toutes les attributions des maire et adjoints, Cette commission sera composée de sept membres:

Les citoyens : Jules Caroz, pharmacien; Victor Simboiselle, chef d'institution; Pierre - Hippolyte Topart, fabricant de

perles; Auguste Paffe, marchand boucher; Docteur Métivier; Chavanon, teneur de livres;

Gérard, négociant. Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 9 novembre 1870.

#### Faculté de médecine. Le gouvernement de la défense natio-

Vu l'art. 7 de l'ordonnance du 2 février 1823, spéciale à la Faculté de médecine de Paris:

Vu le décret du 16 avril 1862,

Art. 1er. La Faculté de médecine de Paris est remise en possession du droit de se réunir, sur la convocation de son doyen; pour délibérer sur toutes les questions d'enseignement et de discip ine qui peuvent intéresser l'ordre de ses exercices et le progrès de ses études. Art 2. L'article 2 du décret du 16 avril 1862

est abrogé. Paris, le 9 novembre 1870.

#### Armée.

Par décret en date du 9 novembre 1870, rendu sur le rapport du ministre de la guerre, ont été nommés dans l'infanterie : Au grade de lieutenant-colonel : 114º régiment d'infanterie de ligne. M. Boulanger, chef de bataillon au 143° régiment de ligne.

131º regiment d'infanterie de ligne. M. Schobert, chef de bataillon au corps.

#### Nominations

Par arrêtée en date du 9 novembre, M. Emile Durier, secrétaire du gouvernement, a été nommé vice président de la Société centrale d'hygiène.

Par airêté du maire de Paris, en date du 9 novembre, M. Jules Claretie, a été chargé d'organiser une bibliothèque communale, des lectures et conférences publiques dans chacun des vingt arrondissements de Paris.

Par le même arrête, M. Jules Claretie a été appelé à faire partie de la commission relative à l'enseignement communal.

#### FAITS DIVERS

Aujourd'hui, 10 novembre, le thermomètre de la maison A. Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait: A 7 heures du matin, 1 degré 5 dixiè-

mes au-dessus de zero. A 11 heures du matin, 2 degrés 5 dixièmes au-dessus de zero. A 2 heures du soir, 2 degrés 5 dixièmes au-dessus de zéro.

Hauteur barométrique, 741. - Le conseil de l'ordre des avocats au conseil d'Etat et à la cour de cassation s'est constitué, dans la séance du 9 courant pour l'année judiciaire 1870-1871, de la manière

suivante: MM. Bosviel, président; Mimerel, premier syndic; Michaux-Bellaire, deuxième syndic; Fournier, secrétaire-trésorier; Beauvois-Devaux, Hérold, Hérisson, Bellaigue, Demay et Pougnet, membres du

- Mardi, vers sept heures du soir, le douanier de faction à la porte de l'amiral de Challié, commandant le neuvième secteur, avenue d'Italie, 75, a été attaqué à l'improviste par quatre hommes qui l'ont menacé d'un coup de poignard. Surpris d'abord, le factionnaire, dont nous ne connaissons pas le nom, s'est défendu vigoureusement et a pu, sans donner l'alarme, se débarrasser de ses quatre agresseurs qui ont pris la fuite en laissant entre ses mains le poignard dont ils voulaient le

Il n'a pas été possible jusqu'ici, dit la Gazette des Tribunaux, de retrouver les traces de ces audacieux malfaiteurs.

- Les citoyens de Loir-et-Cher présents à Paris, sont invités à se réunir, ce soir jeudi 10 novembre, à huit heures du soir, 4, rue Aumaire, au premier, salle de la maison d'école.

-Tous les hommes de cœur et de bonne conduite qui veulent combler les vides faits dans les francs-tireurs de la Presse, pendant les journées des 28, 29 et 30 octobre, au Bourget, sont invités à se présenter, de 9 à 11 heures et de 2 à 3 heures, 61, boulevard des Invalides, où l'on reçoit-les enrôlements.

#### Avis divers.

M. Menier nous prie d'informer le pu-blic que la réserve de chocolat qu'il a relevée de son usine de Noisiel étant épuisée, il a le regret de ne pouvoir pas satis-

#### NÉCROLOGIE

On annonce la mort de M. Aimé Seillière, grand industriel des Vosges, membre du syndicat cotonnier de l'Est, de la Ligue nationale du travail, de la commission des valeurs et de la commission pour l'ensei-gnement technique : il n'avait que trentecing ans.

#### PAPIERS ET CORRESPONDANCE

DE LA FAMILLE IMPÉRIALE. (TREIZIÈME LIVRAISON)

LXXXIII

PROJETS D'ARTICLES (Tracés de la main de l'empereur.

Napoléon avait, comme le prouvent les quittances trouvées dans ses papiers, trois journaux soldés sur sa cassette particu-lière : le Peuple, de M. Duvernois; le Dix-Décembre, et, à un moment donné, l'Epoque. Il adressait de temps à autre sur les sujets a l'ordre du jour des articles à ces journaux. C'est tantôt une attaque à l'opposition, tantôt un portrait de l'impératrice à propos de la Sainte-Eugénie. Nous publions aujourd'hui trois de ces articles ou brouillons d'articles.

Les idées ont une filiation avec les hommes. Pour savoir ce que nous sommes, il faut savoir ce qu'étaient nos

Dans la grande crise de 1814 et de était conjurée 1815, lorsque contre l'empire, le peuple français montra le plus héroïque dévouement à Napoléon, glorieux représentant de toutes les grandes idées de la Révolution. Mais il y avait alors dans le pays trois partis, que nous retrouvons encore aujourd'hui:

Les émigrés; Les républicains;

Les libéraux. Ces trois partis croyaient représenter la nation et ne représentaient que des instincts égoïstes et sans racine dans le pays. Le peuple resta fidèle aux grands souvenirs de la grande époque. Eh bien! aujourd'hui il en est de même. La coalition de ces trois partis ne prévaudra pas contre le sentiment national, et ils auront beau mettre sur leur drapeau le grand mot de liberté: le peuple saura bien toujours que son bien être, sa gloire, sa liberté réelle sont avec l'empire.

Quel est le vrai représentant du peuple? C'est celui qui résume dans sa personne les votes de huit millions de Français. C'est celui qui assure l'ordre, la prospérité, le progrès; qui maintient notre ascendant devant l'étranger et qui, tenant d'une main ferme le gouvernail, empêche le vaisseau de l'Etat d'échouer dans l'anarchie ou la réaction. Et ce qui prouve combien l'empereur est le véritable représentant de la France, c'est que tous les autres personnages qui sont en évidence ne représentent que des coteries opposées les unes aux autres. Est-ce par exemple M. Jules Favre qui représente la France? Il est républicain; il veut que le chef du pouvoir soit renommé tous les quatre ans, qu'une Chambre unique soit souveraine et dispose du pouvoir exécutif, que les focces militaires de la France soient assez amoindries pour qu'elle ne puisse plus faire la guerre, etc. Est-ce M. Thiers? Cetui-là veut la monarchie et un gouvernement parlementaire; il veut une armée permanente fortement constituée et plus considérable que celle qui existe; il veut qu'on abandonne l'Italie et son unité, qu'on refuse à l'Allemagne la Confédération germanique, qu'on rétablisse le système protecteur, qu'on diminue les travaux publics.

Est-ce M. Jules Simon? Celui-là veut, etc. Est-ce M. Pelletan? Celui-là veut 93, la guillotine et la liquidation sociale.

Est-ce M. de Falloux! Celui-là veut la suprématie de l'Eglise. Qu'on suppose maintenant tous ces grands citoyens réunis en conseil. Voiton la cacophonie qui en résulterait? MM. Jules Favre, Thiers, Pelletan, Jules Simon, Falloux décidant des destinées de la France! Que le peuple sensé réfléchisse à ce dilemme : ou soutenir l'empire, ou l'anarchie!

Ce que nous voulons (1).

Nous voulons l'affermissement du gouvernement actuel et le respect de la Constitution; L'anéantissement des anciens partis;

La conciliation pour tous ceux qui se rallient franchement; Le progrès sous toutes ses formes; La dignité vis-à-vis de l'étranger;

Le bien-être des classes agricoles et industrielles. Il est un fait réel, c'est que l'empereur est resté aussi populaire qu'il y a quinze

ans, tandis que son gouvernement ne l'est pas. D'où vient cette anomalie? C'est que les agents du pouvoir, au

lieu d'imiter la bienveillance extrême du chef de l'Etat, sa modestie et sa simplicité, ont été infatués des pouvoirs qui leur étaient délégués, et qu'ils ne se sont pas assez occupés de suivre les inspirations des populations et ne se sont pas assez occupés de leurs inté-

Les administrationtis sont restées avec le même esprit que sous Louis-Philippe, hautaines et routinières. Les préfets ont voulu faire les pachas

et imposer leurs volontés aux popula-Le gouvernement de l'empereur est le plus honnête qui ait jamais existé, mais il s'est laissé contaminer par des

hommes qui, sans être au pouvoir, étaient en relation avec le gouvernement et qui le compromettaient par leurs spéculations. La presse, au lieu de contrôler les actes de tous les agents du pouvoir, ou

a été servile ou rebelle. Dévoués sans réserve à l'empereur,

notre tâche est de le servir, non en aveugles, mais avec les yeux ouverts. Blâmant tout ce qui est blâmable, osant résolument dire notre opinion sur les hommes comme sur les choses, ne donnons notre éloge que sur ce qui est bon; et éclairons le gouvernement sur ce qu'il doit savoir.

La gloire de la France, le bonheur du peuple, la prospérité de l'empire et de l'empereur, telle est notre devise.

#### LXXXIV

Lettre du prince Napoléon à la reine de Hollande. Cette lettre, datée de février 1866, a probablement été livrée à l'empereur par le cabinet noir.

(1) Le titre est, comme la pièce entière, de la main de Napoléon.

LETTRE DU PRINCE NAPOLÉON A LA REINE SOPHIE.

(Sous le couvert de M. Heifferick à la Haye.) Février 1866.

Dimanche, 11 février. Chère Sophie, j'ai reçu votre lettre du 5. Je devais partir hier: des affaires m'ont retenu, et jusqu'au dernier jour j'ai eu des ennuis; je pars ce soir. On se conduit vis-à-vis de moi aussi mal que possible; je n'ai aucune illusion à me faire; on ne pardonne pas à un homme d'aimer la liberté. Tout est noir ici: croyez-moi, cela ne peut durer ainsi. J'en suis fort triste. Rien n'y fait, personne n'est écouté. On court à sa perte et à la perte du pays.

Je ne sais si je me plairai en Italie j'essayerai. Paris et la position que j' ai me sont fort désagréables! Les discussions à la Chambre des députés seront vives et feront mauvais effet. Il y a irritation, malveillance et anarchie partout.

C'est mon fils aîné qui a été souffrant;

l va bien. Croyez-vous sérieus ement que la Prusse et l'Autriche se brouillent? Je crois bien que Bismarck le veut; mais que représente ce ministre? Quelle force a-t-il? Détesté par les libéraux, peu soutenu par le parti de la Croix, auquel les officiers de l'armée appartiennent, il sera laché par le roi, qui aura peur; je ne crois donc pas qu'il faille faire fond sur M. Bismarck. Il a fait des avances à l'Italie: je n'y crois pas du tout, du tout. Je sais que ce n'est pas l'avis de notre a abassadeur à Berlin, M. Benedetti. Je ne me souviens pas de M. Carutti:

je crois qu'il a été sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Adieu, chère amie. Ecrivez-moi à Hu-

baine, à Paris. LXXXV

GUERRE DE 1866. - LETTRE DU PRINCE NAPOLÉON (JÉRÔME), A L'EMPEREUR.

Il se plaint, au nom de Victor-Emma-nuel, que les affaires d'Italie soient traitées en dehors du roi, et que l'empereur continue à se taire sur ses desseins.

J'ai communiqué à mon beau-père ce que Votre Majesté m'a écrit. Je crois, comme je vous l'ai dit hier soir, à de l'exagération de la part de Gramont et à peu de sincérité de la part de l'empereur d'Autriche, dont le but évident est de séparer l'Italie de la Prusse pour en venir à bout séparément. C'est dans ce but qu'il laisse entrevoir la Vénétie, qu'il ne cedera pas, ou à des conditions impossibles; mais, en attendant, il aura gagné du temps, ce qui est tout en politique et à la guerre. Il espère affaiblir ses ennemis en les rendant hésitants; c'est bien là le but de la politique autri-

chienne. Le roi de Prusse est faible, indécis, mais non traître; du reste, cela se verra par sa conduite. Votre Majesté verraitelle de l'inconvénient à ce que le roi d'Italie provoque une explication du roi de Prusse sur ce que l'empereur d'Au-

friche a dit? D'après les dépêches d'Italie, il est clair qu'ils y sont très inquiets: ils savent la mission de Gramont par le bruit public; le roi désire la connaître, et Votre Majesté ne lui dit rien; il est tourmenté de voir les affaires d'Italie traitées en dehors de lui sans qu'il en soit informé; de là ses demandes pressantes. Le langage des personnes influentes de votre gouvernement n'est pas fait pour rassurer l'Italie, étant tout favorable à l'Autriche. M. de Goltz m'en a parlé hier soir. Le roi d'Italie, ne sachant rien, doit craindre que la France ne veuille lui-faire abandonner l'alliance prussienne pour un mirage vénitien garanti par rien; votne silence sur la réponse de l'Autriche surtout, l'inquiète. Je ne puis l'éclairer, ne sachant rien moi-même sur cette réponse. Je le lui ai écrit en transmettant textuellement la réponse confidentielle de Votre Majesté, qui ne contient pas un mot de ce qu'elle traite sur l'Italie à Vienne. Nigra écrit au général Lamarmora qu'il est dans la même ignorance; ils ne veulent pas le croire à Florence. Les ténèbres ne peuvent qu'agiter le gouvernement italien et avoir de gra-

ves conséquences. Veuillez agréer, sire, l'hommage du profond et respectueux attachement avec lequel je suis, de Votre Majesté, Le très dévoué cousin

Napoléon (Jérôme). Paris, Palais-Royal, ce 12 juin 1866.

LXXXVI

Lettres du prince Jérôme Napoléon à Le prince Napoléon écrit à son cousin

pour lui recommander, dans la première de ces lettres, M. Ernest Renan, et dans la seconde M. Emile de Girardin. Cette dernière lettre à été trouvée incomplète. Il s'agit évidemment, dans la première, des Questions contemporaines de M. Renan, dont la préface fit quelque bruit.

Vous serez peut-être étonné de recevoir cette lettre, quand vous verrez surtout qu'elle ne vous parle ni de politique, ni d'affaires personnelles, ni de demandes. M. Renan est mon ami : c'est un esprit très supérieur; je le vois souvent et nous causons philosophie. Il public un recueil de divers articles, et je l'ai engagé à y joindre une préface résumant ses idées sur les sujets les plus élevés. C'est cette préface que je vous envoie et pour laquelle je vous demands une demi-heure. Je ne partage pas toutes les idées de M. Renan, mais une grande partie. Je crois que vous ne regretterez pas cette lecture. Laissez-moi espérer qu'elle vous donnera quelques instants d'intérêt et de hautes réflexions: voilà mon seul but. Je m'adresse beaucoup plus à l'homme, au penseur, qu'au souverain; après tout, il doit rester sous le manteau de pourpre un cœur, et sous la couronne une tête; j'en suis bien certain et je n'ai pu résister à ce désir de vous faire lire. ces lignes. Si cela vous ennuie, pardonnez-moi, et surtout ne vous trompez pas sur le mobile bien simple qui m'a fait vous faire cette communication.

Veuillez agréer, sire, l'hommage du profond et respectueux attachement avec lequel je suis, de Votre Majesté, le très dévoué cousin.

NAPOPÉON (Jérôme).

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Ma-

1º Un projet de sénatus-consulte pour lequel je demande votre autorisation de renvoi au conseil d'Etat. Il s'agit de rendre exécutoire à la Réunion la loi sur les mines.

2º Une concession d'établissement thermal en Algérie. Cette concession a été approuvée par le conseil d'Etat. mo. Ch. Sobilec. en au Fre Montmert re, 10

3º Une lettre de mon cousin le marquis Pepoli, de Bologne, qui m'a prié de la faire parvenir directement à Votre

Je crois que l'empereur doit être satisfait de l'effet produit sur l'opinion publique par un décret sur la suppression du gouvernour général à Alger et la nomination du général Mac-Mahon. Je les vois approuver par ceux qui veulent de grandes réformes aussi bien que par ceux qui sont plus craintifs.

Je vais envoyer à l'empereur le rapport et le projet de décret sur les attributions des généraux et préfets; c'est un travail qui demande un peu de temps et d'étude. Ce qui me préoccupe, c'est le choix à soumettre à Votre Majesté des préfets d'Alger et de Constantine, ces fonctions étant vacantes.

Les hommes, pour appliquer un nouveau système et le faire réussir, me paraissent peut-ètre plus importants encore que les institutions, les lettres et arrêtés. Le préfet d'Alger surtout a une belle mission; il aura une grande part dans le développement à donner à la ville, dont l'administration municipale offre peu de ressources. L'Algérie sera la plus belle conquête du second empire. Mon ambition serait, pour répondre à votre confiance, de donner assez de développement à cette conquête pour que dans quelques années, vous puissiez nommer votre fils roi d'Algérie, sans que ce soit un vain titre. Le développement de la ville doit donner beaucoup d'éclat au . nouveau gouvernement. Je voudrais y faire une belle promenade, des docks, de beaux établissements, de grandes rues, un monument pour la statue de l'empereur, en un mot, tout ce qui peut frapper l'imagination, être utile et donner une grande idée de la France et de l'empereur.

Il faut pour cela y faire arriver les capitaux privés. Un administrateur habile, ferme, persévérant, voyant les affaires de haut sans s'embarrasser des détails, poursuivant notre but, est indispensable. J'ai une idée que personne ne soupconne et sur laquelle je viens prendre vos ordres, quelque bizarre et sin-gulière qu'elle puisse vous paraître. C'est de nommer M. Emile de Girardin à cette place; sans l'avoir consulté, je crois qu'il accepterait. Sa ténacité, ses talents, son dévouement, sur lequel vons pouvez, je crois, compter, sa fortune, la position de sa femme, son amour de l'étude, le rendent propre à ces fonctions, s'il veut les accepter. Politiquement c'est un déclassé; il est détesté des républicains; s'il accepte, il est plus que compromis et ne pourra que vous servir.

De plus, ce que ses idées politiques pourraient avoir d'effrayant sont sans inconvénients en Algérie. Il a beaucoup de ressource dans l'esprit; c'est un ami des mauvais jours, qui au fond aime et admire l'empereur, qui est très ambitieux et a la rage de faire quelque chose. Sa femme est gentille; il a 80,000 livres de rentes, dépensera et représentera bien. En un mot, je crois qu'il pourra faire beaucoup de bien et aucun mal. Même ce qui paraîtra étrange et inattendu n'est pas un inconvénient. Je réponds de ses bonnes relations avec le général de Mac-Mahon; il a un caractère très liant et souple avec les hommes, de bonnes manières.

Quel danger peut-il y avoir ? Si vous en êtes mécontent, vous pourrez toujours le révoquer, et d'avoir été préfet d'Alger ne le grandira pas beaucoup et n'en fera pas un homme dangereux; au contraire, il sera compromis avec nous sans retour. Je crois avoir assez d'influence personnelle..... (La fin de la lettre manque et n'a malheureu-

sement pas eté retrouvée.)

#### LXXXVII.

LISTE DES DÉCORATIONS DU PRINCE IMPERIAL.

Autriche..... St-Etienne de Hongrie. Saint-Hubert. Bavière..... Belgique..... Danemark.... Elephant. Saint-Ferdinand. Deux-Siciles..... Toison d'oi. Espagne..... Légion d'honn. et Méd. Sauveur. Grèce..... Santa Rosa. Honduras.... Mexique ..... Saint-Charles. Monaco..... Pays-Bas..... Tour et Epée. Portugal..... Saint-Benoît d'Avie. Aigle noir. Prusse..... Aigle rouge. Saint-André. Saint-Alexandre. Russie ..... Saint-Stanislas. Aigle blanc. Ordre de Saint-Marin. Saint-Marin..... Sardaigne ..... Annonciade. Saxe-Weimar ..... Faucon blanc. Suède..... Séraphins. Tunis..... Turquie..... Osmanie. Wartemberg. Mai 1870. Couronne.

Nous donnerons demain la fin de la 13º livraison, qui contient les documents suivants Lettres de M. Magne à l'empereur sur les titres

Note sur l'étiquette à observer avec la reine Victoria, lors de sa visite à Paris en 1855. Affaires de Rome. - Lettre du général Dumont au général Frossard. Lettre de M. Pepoli à Napoléon.

Lettre de Napoléon à M. Conneau. Control of the control of the state of the s

Le gérant responsable, A. HEBRARD. 

Avts divers

BANQUE E. HIGHER rue Notre-Dame-des-Victoires, 32, continue, pendant la crise que nous traversons, le service des avances sur titres et des ordres de Bourse. Avances pour versements et libération de l'Emprunt. - ACHAT ET VENTE.

# GARDES NATIONAUX DES FORTIFICATIONS

SOREL, voiturier des journaux, 69, rue de Morny, se charge, aux prix les plus modéres; du TRANSPORT des sacs, couvertures, vivres, etc., etc. THE RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE PARTY O

Librairie

DÉFENSE NATIONALE

#### GARDE NATIONALE AUX REMPARTS SON DEVOIR

EXTRAIT DU SERVICE DE PLACE

Décrets concernant la mobilisation des gardes nationales. PRIX: 10 CENTINES

Chez J.-F. Mauries. rue Bertin-Poirée, 7. (Forle remise aux marchands.)

DEPOT

# LES

# ELUES MUNICIPALITES MOUWELLES

		Property of the state of the st	
	1° ARRONDISSEMENT	8° ARRONDISSEMENT	15° ARRONDISS
	(Saint-Germain-l'Auxerrois, les Halles, Palais-Royal,	(La Madeleine, Champs-Elysées, Europe, faubourg du	(Saint-Lambert, Necker, G
	place Vendôme).	Roule).	Votants: le 3, 13.130—le 5,
	Votants: le 3, 16.215 — le 5, 10.550 — le 7, 6.969	Votants: le 3, 10.914—le 5, 7.180—le 7, 4.805	Maire: Corbon, maire provisoire,
10	Maire: Tenaille-Saligny, maire provisoire, 10.100  1er adjoint: Meurizet (Emile), 5.503	Maire: Carnot, maire provisoire, 6.099  1er adjoint: Denormandie, 3.456	1er adjoint : Jobbé-Duval,
*):	2e » Adam (Adolphe), 4.489 3e » Meline (Jules), 4.339	2e » Belliard, 3.415 3e » Aubry, 2.993	2° » Dieck, 3° » Michel,
	2° ARRONDISSEMENT	9° ARRONDISSEMENT	TAR A TOTAL TOTAL
	The Court of the C	(Faubourg Montmartre, Chaussée-d'Antin, St-Georges,	16° ARRONDISS
	(Vivienne, Mail, Bonne-Nouvelle, Gaillon). Votants: le 3, 15.791 — le 5, 12.324 — le 7, 8.580	Rochechouart).	(La Muette, Auteuil, Porte-Dau
8	Maire: Tirard, maire provisoire, 7.143	Votants: le 3, 17.687—le 5, 12.016—le 7, 6.860	Votants: le 3, 7.477—le 5,
	1er adjoint : Brelay, 6.777	Maire: Desmarest (2e tour), 6.272	Maire: Henri Martin, maire provisoi 1er adjoint: Marmottan,
	2e » Chéron, 4.871 3e » Loiseau-Pinson, 4.587	1er adjoint : Ferry (Emile), 4.372 2e » André (Alfred), 4.253	2° » Chaudet (Alfred),
	3° ARRONDISSEMENT	3° » Nast (Gustave), 4.104	3e » Seveste,
	(Enfants-Rouges, Arts-et-Métiers, Sainte-Avoie,	10° ARRONDISSEMENT	17° ARRONDISS
	Archives).	(Porte-Saint-Martin, Hôpital-Saint-Louis, Saint-Vincent- de-Paul, Porte-Saint-Denis).	(Batignolles, les Ternes, p
	Votants: le 3, 19.940 - le 5, 15.373—le 7, 10.834	Votants: le 3, 27.776—le 5, 15.471—le 7, 10.239	les Epinette
	Maire: Bonvalet, maire provisoire, 12.031 14 adjoint: Cléray, 9.848	. Maire: Dubail (2° tour), 6.221	Votants: le 3, 17.104—le 5,
	2° » Murat, 9.449 3° » Mousseron (2° tour), 3.781	1er adjoint : Brelay, 9.001 2e » Marat, 8.278	Maire : Fr. Favre, maire provisoire,
	4° ARRONDISSEMENT	3° » Degouve-Denuncques (2° tour), 2.067	1er adjoint : docteur Villeneuve (2e to
	(St-Merri, Notre-Dame, St-Germain, Arsenal).	11° ARRONDISSEMENT	2e » Cacheux (2e tour), 3e » Malon (2e tour),
	Votants : le 3, 18.661—le 5, 14,856—le 7, 10.084	(La Roquette, Sainte-Marguerite, St-Ambroise, Folies-	
	Maire: Vautrain, 9.811	Méricourt).	18° ARRONDISS
	1er adjoint : Chatillon, 8.246 2e » Callon, 5.907	Votants: le 3, 27.534—le 5, 23.930—le 7, 15,018	(Clignancourt, Grandes-Carri
	3e » docteur Loiseau (2e tour), 2.268	Maire: Mottu, maire provisoire révoqué, 14.251 1er adjoint: Blanchon, 13.343	la Chapelle
	5° ARRONDISSEMENT	2e » Poirier, 13.156 3e » Tolain, 13.046	Votants: le 3, 22.888—le 5,
	(Sorbonne, Val-de-Grâce, Saint-Victor, Jardin-des-	12° ARRONDISSEMENT	Maire : Clémenceau, maire provisoire dém
	Plantes). Votants: le 3, 15.679—le 5, 12.091—le 7, 7.166	(Bercy, Bel-Air, Picpus, Quinze-Vingts).	1er adjoint : JA. Lafont, adjoint provisoire 2e » Dereure,
	Maire: Vacherot (2e tour), 5.069	Votants: le 3, 12.457—le 5, 10.199—le 7, 7.106	3° » Jaclard,
	1er adjoint: Thomas, 4.613	Maire: Grivot, maire provisoire (2º tour), 5.028	19° ARRONDIS
	2° » Collin, 4.262 3° » Jourdan, 4.179	1er adjoint : Denizot (2e tour), 3.780 2e » Dumas (2e tour), 2.233	
	6° ARRONDISSEMENT	3e » Turillon (2e tour), 2.059	(La Villette, le Comba Pont-de <b>-</b> Flanc
	(Notre-Dame-des-Champs, Odéon, Monnaie, Saint-	13° ARRONDISSEMENT	Votants : le 3, 14.692—le 5,
	Germain-des-Prés).	(La Maison-Blanche, la Gare, Croulebarbe).	Maire : Delescluze (2e tour),
	Votants: le 3, 17.441—le 5, 13.708—le 7, 9.795	Votants: le 3, 10.344—le 5, 4.478—le 7, 4.495	1er adjoint : Miot,
	Maire: Hérisson, 6.855  1er adjoint: Jozon, 5.311	Maire: Pernolet, 2.950 1er adjoint: Combes (2e tour), 2.154	2° » Quentin, 3° » Oudet,
	2° » Le Roy, 5.236 3° » Lauth (2° tour), 3.447	2e » Bouvery (2e tour), 2.034 3e » Melliet (2e tour), 2.006	Many May
			20° ARRONDIS
	7° ARRONDISSEMENT	14° ARRONDISSEMENT	(Belleville, Saint-Fargeau
	(Les Invalides, Saint-Thomas-d'Aquin, Ecole-Militaire,	(Petit-Montrouge, Montparnasse, Plaisance,	Charonne

la Santé).

Votants: le 3, 14.380—le 5,	9.317—le 7,	6.310	Votants: le 3, 13.431—le 5,	7.835—le 7,	4.98
Maire : Arnaud (de l'Ariège), 1er adjoint : Hortus,	6.527 5.275 5.030	and the second s	Maire: Asseline (2º tour),  1º adjoint: Héligon,  2º » Nègre (2º tour),	4.007 4.261 1.294	23
2° » Dargent,	3.646		3° » Perrin (2° tour),	1.290	

# SEMENT

Grenelle, Javel).

10.671—le 7, 7.670

Mai	Maire: Corbon, maire provisoire,				
ler a	adjoin	t : Jobbé-Duval,	20	6.342	
20	<b>»</b>	Dieck,		6.068	
30	<b>»</b>	Michel,		4.372	
			200		

#### SEMENT

auphine, les Bassins). 4.633—le 7, 3.655

Mai	re : H	enri Martin, maire provisoire,	4.504
1er a	djoin	t : Marmottan,	3.433
2e	<b>»</b>	Chaudet (Alfred),	1.990
		gt-	7 070

#### sement

plaine Monceaux, tes).

5, 9.370—le 7, 6.298 -5.730 2.390 tour),

1.885 1.787

#### SEMENT

rrières, Goutte-d'Or, lle).

5, 14.544—le 7, 9.132

Mai	Maire : Clémenceau, maire provisoire démissionnaire,			
ler a	adjoin	t : JA. Lafont, adjoint provisoire démissionnaire,	7.293	
20	»	Dereure,	6.570	
3e	»	Jaclard,	6.350	

#### ssement

bat, Amérique, ndre).

5, 6.543—le 7, 4.631

Mai	re : D	elescluze (2º tour),	4.054
1er a	djoin	t: Miot,	2.659
2e	»	Quentin,	2.589
3e	»	Oudet,	2.446

#### ssement

u, Père-Lachaise,

Votants: le 3, 17.926—le 5, 13.259—le 7, 9.541

Mai	re : R	anvier (2º tour),			7.535
1er a	djoin	t : Millière,			7.822
2e	<b>»</b>	Flourens,	*	* /	7.339
3e	<b>»</b>	Lefrançais,			5.607

# TAXE DE LA VIANDE DE BOEUF ET DE MOUTON

Le ministre de l'agriculture et du commerce, en exécution du décret du 11 septembre 1870 qui a rétabli la taxe de la viande de boucherie à Paris, ARRETE:

Art. 1er. A partir du vendredi 11 novembre, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la viande de bœuf et la viande de mouton seront payées dans la ville de Paris aux prix suivants :

Gros-Caillou).

Bellaigue,

#### VIANDE DE BOEUF

1re catégorie : Tende de tranche, Culotte, Gîte à la noix, Tranche grasse, Aloyau, 2 fr. 10 le kil.; -- 2e catégorie : Paleron, Côtes, Talon de collier, Bavette d'aloyau, Rognons de graisse : 1 fr. 70 le kil.; -- 3e catégorie : Collier, Pis, Gîtes, Plats de côtes, Surlonges, Joues, 1 fr. 30 le kil.

Le filet et le faux filet détachés, ainsi que le rognon de chair, sont taxés à

3 fr. le kil.

# VIANIDE EDE MIDUTON

1re catégorie : Gigots, Carrés, 1 fr. 80 le kil.; -- 2e catégorie : Epaules, 1 fr. 30 le kil.; -- 3e catégorie : Poitrine, Collet, Débris de côtelettes, 1 fr. 10 le kil.

Art. 2. Les différentes espèces et catégories de viandes exposées en vente

seront indiquées par des écriteaux.

Art. 3. Tout acheteur de viande de bœuf aura le droit de faire désosser complétement le morceau qu'il aura choisi, à quelque cat gorie que ce morceau appartienne. Dans ce cas, l'acheteur ne sera tenu d'accepter des os que

dans la proportion d'un cinquième du poids de la viande désossée (100 grammes d'os par chaque 500 grammes de viande).

Pour la viande de mouton, il continue d'être interdit aux bouchers de mettre dans la balance et de livrer aux acheteurs des os décharnés, ni ce qu'on appelle vulgairement de la « réjouissance. »

Art 4. Les bouchers ne peuvent obliger l'acheteur à prendre avec le morceau de son choix de la viande d'une autre espèce ou d'une autre catégorie, non plus que des morceaux différents de la même catégorie.

Art. 5. Il sera délivré à chaque acheteur, sans qu'il soit pour cela besoin d'aucune réquisition de sa part, un bulletin lisiblement écrit, qui comprendra la désignation de l'espèce de viande et de la catégorie de morceaux, ainsi que le poids et le prix.

Art. 6. Le présent arrêté devra être placardé dans l'endroit le plus apparent

de la boutique de chaque boucher.

Art. 7. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines édictées par la loi.

Fait à Paris, le 9 novembre 1870.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, J. MAGNIN.